

N°	Signature Signatur	Genre Typ	Affaire Geschäft	Traitement Behandlung	Personnes Personen	Remarques Bemerkungen	Cat. Kat.
1.	2013-GC-4	Divers Verschiedenes	Communications Mitteilungen				
2.	2023-GC-134	Mandat Auftrag	Compensation des pertes de l’HFR dues au manque de places en EMS Kompensation von Verlusten des HFR wegen fehlenden Plätzen in PflegeheimenMS]	Prise en considération Erheblicherklärung	Christian Clément Nadine Gobet Anne Meyer Loetscher Simon Zurich Pauline Robatel Estelle Zermatten Alizée Rey Claude Brodard François Genoud (Braillard) Marc Fahrni Auteurs / Urheber Jean-Daniel Schumacher Auteur-e remplaçant-e / Stv. Urheber/-in Philippe Demierre Représentant-e du Gouvernement / Regierungsvertreter/-in		

N°	Signature Signatur	Genre Typ	Affaire Geschäft	Traitement Behandlung	Personnes Personen	Remarques Bemerkungen	Cat. Kat.
3.	2023-GC-242	Motion Motion	Maîtriser la hausse des coûts de la santé avec des objectifs clairs <i>Kostenanstieg im Gesundheitswesen mit klaren Zielen dämpfen</i>	Prise en considération <i>Erheblicherklärung</i>	Lucie Menétray Auteur-e / Urheber/-in David Bonny Auteur-e / Urheber/-in Philippe Demierre Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		
4.	2023-GC-87	Motion Motion	Loi du 17 novembre 1999 sur les subventions : article 20 <i>Subventionsgesetz vom 17. November 1999: Artikel 20</i>	Prise en considération <i>Erheblicherklärung</i>	Jean-Daniel Wicht Auteur-e / Urheber/-in Benoît Rey Auteur-e / Urheber/-in Philippe Demierre Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		
5.	2023-GC-48	Motion Motion	Elimination des inégalités dans l'obtention d'allocations familiales pour les familles recomposées <i>Beseitigung von Benachteiligungen von Patchwork-Familien in Bezug auf Familienzulagen</i>	Prise en considération <i>Erheblicherklärung</i>	Alizée Rey Auteur-e / Urheber/-in Grégoire Kubski Auteur-e / Urheber/-in Philippe Demierre Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		

N°	Signature Signatur	Genre Typ	Affaire Geschäft	Traitement Behandlung	Personnes Personen	Remarques Bemerkungen	Cat. Kat.
6.	2023-GC-171	Motion <i>Motion</i>	Adaptation automatique des forfaits d'entretien d'aide sociale aux recommandations de la CSIAS <i>Automatische Anpassung des Grundbedarfs für den Lebensunterhalt in der Sozialhilfe an die Empfehlungen der SKOS</i>	Prise en considération <i>Erheblicherklärung</i>	Chantal Pythoud-Gaillard Auteur-e / <i>Urheber/-in</i> Marie Levrat Auteur-e / <i>Urheber/-in</i> Philippe Demierre Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		
7.	2022-GC-216	Motion <i>Motion</i>	Introduire une session cantonale des jeunes dans la Loi sur l'enfance et la jeunesse <i>Einführung einer kantonalen Jugendsession ins Jugendgesetz</i>	Prise en considération <i>Erheblicherklärung</i>	Carole Baschung Auteur-e / <i>Urheber/-in</i> Rose-Marie Rodriguez Auteur-e / <i>Urheber/-in</i> Philippe Demierre Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		
8.	2013-GC-41	Divers <i>Verschiedenes</i>	Clôture de la session <i>Schluss der Session</i>				



Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

Mandat 2023-GC-134

Compensation des pertes de l'HFR dues au manque de places en EMS

Auteur-e-s :	Zermatten Estelle / Zurich Simon / Brodard Claude / Robatel Pauline / Meyer Loetscher Anne / Genoud (Brailard) François / Clément Christian / Gobet Nadine / Fahrni Marc / Rey Alizée
Nombre de cosignataires :	0
Dépôt :	26.05.2023
Développement :	26.05.2023
Transmission au Conseil d'Etat :	26.05.2023
Réponse du Conseil d'Etat :	05.02.2024

I. Résumé du mandat

Par mandat déposé et développé le 26 mai 2023, les mandataires expliquent que les hôpitaux se trouvent dans des situations de flux tendus depuis plusieurs années. Une des raisons expliquant selon eux cette situation provient du manque de places en EMS. Les patient-e-s doivent donc attendre dans des unités de soins aigus jusqu'à ce qu'une place en EMS se libère.

Les député-e-s indiquent qu'en 2022, l'HFR a fait face à une forte augmentation des cas d'attente qui ont représenté 9300 journées au total. Les cas d'attente sont facturés 255 francs par jour en moyenne, alors que l'occupation d'un lit en soins aigus rapporte en moyenne 1200 francs par jour. La perte totale estimée est donc de plus de 10 millions de francs en 2022.

Les député-e-s sont d'avis que le manque de lits en EMS constitue une réelle problématique qui va s'inscrire dans le temps étant donné la durée de construction de futurs EMS. Ils et elles rappellent que l'Etat est responsable de la planification de l'offre de prestations médico-sociales.

Par le biais de ce mandat, les député-e-s demandent à l'Etat de trouver des solutions pour :

- > assumer cette différence de financement,
- > prévoir un montant suffisant pour 2023,
- > adapter une fois les chiffres connus.

Enfin, afin d'assurer un financement pour ces lits d'attentes en attendant que le nombre de lits en EMS corresponde aux besoins évalués dans le cadre de la planification, les mandataires demandent que le financement soit basé sur un décompte réel correspondant au nombre total de cas d'attente par année et soit inscrit dès 2024 comme prestation d'intérêt général ou comme autre prestation selon la loi concernant le financement des hôpitaux (LFiH).

II. Réponse du Conseil d'Etat

En préambule, le Conseil d'Etat souhaite clarifier les compétences respectives du canton et des communes ou associations de communes. Comme indiqué par les mandataires, l'Etat est responsable d'établir la planification sanitaire. Cela inclut la planification des soins de longue durée, qui a notamment pour objectif de définir les prestations fournies en EMS qui devraient être proposées ou développées pour répondre adéquatement aux besoins de la population du canton de Fribourg, en fonction de la demande déjà existante et de l'évolution démographique attendue dans le canton.

La couverture des besoins ressort quant à elle de la compétence des associations de communes (art. 11 al. 3 loi sur les prestations médico-sociales [LPMS]). C'est ainsi aux associations de communes d'exploiter ou de mandater un nombre d'EMS suffisant de manière à couvrir les besoins de sa population, déterminés dans la planification.

Le présent mandat soulève le problème des journées d'attente EMS. Comme dans la plupart des hôpitaux suisses, il arrive que des patient-e-s n'ayant plus besoin de soins en milieu hospitalier ne puissent pas sortir immédiatement de l'hôpital, souvent en raison du manque de prise en charge appropriée et disponible à la sortie de l'hôpital, comme mis en évidence par les mandataires. Ces patient-e-s sont reclassés dans un séjour assimilé à un séjour en EMS (appelé journées d'attente EMS) et restent ainsi à l'hôpital jusqu'à ce qu'une solution adéquate soit trouvée dans un EMS. Dès leur reclassement, ces journées reçoivent alors un financement EMS.

1. Etat des lieux

Il importe d'établir au préalable un état des lieux de la situation afin que le Grand Conseil dispose de statistiques complètes et d'une vue d'ensemble lui permettant de prendre une décision en toute connaissance de cause.

1.1. Besoin en places

Pour 2022, le rapport de planification des soins de longue durée 2021-2025 projetait un besoin de 1,043 millions de journées d'accueil. En réalité, les personnes fribourgeoises ont été accueillies à raison de 1 012 104 journées. En détail, il s'agit de 978 355 journées dans les EMS fribourgeois, 23 476 journées dans des EMS hors du canton de Fribourg, 9462 journées d'attente EMS à l'HFR et 811 journées d'attente EMS au HIB. La différence entre le nombre de journées 2022 réelles et les projections du rapport de planification peut notamment s'expliquer par les effets du COVID, mais également par une amélioration des conditions de maintien à domicile et donc des entrées plus tardives en EMS.

Les tableaux ci-dessous présentent le détail des journées réalisées dans les EMS mandatés par chaque association de communes, dans le cadre des mandats cantonaux, des journées attentes EMS dans les hôpitaux ou par des placements à l'extérieur du canton de Fribourg.

Il ressort du premier tableau qu'à fin 2022, le canton souffrait d'un manque d'environ 93 lits en EMS. Cela découle du fait que la mise à disposition effective de lits EMS par les associations de communes ne suit ni la planification précitée, ni les volumes autorisés par l'Etat. Ce manque a été comblé par des placements dans d'autres cantons (équivalent à 65 lits) et par des attentes dans les hôpitaux (HFR et HIB, équivalent à 28 lits).

Association de communes	Nbre de journées réalisées en 2022 dans les EMS fribourgeois	Nbre de journées selon planification corrigée à fin 2022 ¹	Différence	Equivalent (en lits)
Réseau santé de la Broye	75'695	79'108	-3'413	- 9 lits
Réseau santé de la Glâne	75'285	79'108	-3'823	-11 lits
Réseau santé et social de la Gruyère	186'248	184'118	+2'130	+6 lits
Réseau santé de la Sarine	322'013	335'754	-13'741	- 38 lits
Gesundheitsnetz See	95'219	101'440	-6'221	- 17 lits
Gesundheitsnetz Sense	138'824	138'544	+280	+1 lits
Réseau santé et social Veveyse	52'134	53'975	-1'841	-5 lits
Mandats cantonaux (psychiatrie de l'âge avancé, ISRF, UATO, résidence palliative de l'HFR)	32'937	40'057	-7'120	- 20 lits
Total	978'355	1'012'104	-34'132	- 93 lits

Autres placements EMS	Nbre de journées réalisées en 2022	Différence	Equivalent (en lits)
Placements dans les EMS hors canton	23'476	23'476	+65 lits
Journées d'attente EMS HFR	9'462	9'462	+26 lits
Journées d'attente EMS HIB	811	811	+2 lits
Total	34'132	34'132	+ 93 lits

La situation risque encore de se compliquer à l'avenir car aucun lit d'EMS n'a été ouvert en 2023 par les associations de communes.

De plus, le besoin estimé pour l'année 2040 s'élève à plus de 4700 lits². Ceci correspond à une augmentation moyenne d'environ + 100 lits EMS par année sur le canton. Il est important de noter que les projets d'ouverture de lits actuellement annoncés par les associations de communes aux services de l'Etat pour les 5 prochaines années ne répondront pas à ce besoin.

¹ Les besoins exprimés dans le [Rapport 2021-2025 de planification des soins de longue durée du Canton de Fribourg](#) (1.043 millions de journées) sont corrigés par rapport à la réalité 2022 (1.012 millions de journées). Cela représente une correction de -3% par rapport aux projections présentées dans le rapport.

² Selon le [Rapport 2021-2025 de planification des soins de longue durée du Canton de Fribourg](#). A relever que les travaux pour le rapport 2026-2030 avec une projection jusqu'en 2045 débiteront dans le courant 2024. Ils se baseront notamment sur les statistiques 2022 des EMS (SOMED) et des organisations d'aide et de soins à domicile (SPITEX).

1.2. Journées d'attente EMS à l'HFR

En ce qui concerne plus spécifiquement les journées d'attente EMS à l'HFR, il y en a eu 9462 en 2022 (à titre de comparaison : 2535 en 2021). La situation 2023 définitive n'est pas encore connue, mais elle devrait être similaire à celle de 2022.

A ce jour, les journées d'attente EMS suivent les règles de financement habituel des EMS fribourgeois (financement de lits AOS court-séjour). Cela représente, pour l'HFR, un montant total de 2.62 millions de francs pour l'année 2022. Le Conseil d'Etat précise également que, conscient du défi qu'a représenté la gestion des journées d'attentes EMS pour l'HFR en 2022, il lui a accordé un financement supplémentaire à hauteur de 3.52 millions de francs. Ce financement a été définitivement validé récemment, dans le cadre du décompte final 2022.

Ainsi, la recette totale pour les 9462 journées d'attente EMS à l'HFR en 2022 s'est élevée à plus de 6.14 millions de francs, soit un montant de près de 649 francs par journée d'attente EMS.

2. Nécessité de trouver une solution

Comme exposé par les mandataires et mis en évidence par les statistiques présentées ci-dessus, le manque de lit est un problème actuel et qui risque de perdurer, notamment en raison du vieillissement démographique entraînant une augmentation importante des besoins et des réalités liées à la construction de nouveaux EMS. Indépendamment de cela, une partie de ces journées ne pourrait dans tous les cas pas être évitée (difficultés pour les EMS de travailler à flux tendu, délais nécessaires pour l'organisation de l'accueil en EMS, etc.). Ainsi, le Conseil d'Etat reconnaît le besoin de disposer d'un certain nombre de lits d'attente EMS.

Toutefois, à long terme, le fonctionnement actuel avec un HFR servant de lieu d'attente n'est pas optimal, ceci tant pour l'HFR que pour les personnes concernées.

Du côté de ces dernières, il est relevé qu'une unité hospitalière de soins aigus n'est pas en mesure d'offrir une prise en charge et un accompagnement appropriés pour des séjours de longue durée.

En ce qui concerne l'HFR, les difficultés sont avant tout liées au contexte. En effet, la mission principale de l'HFR réside dans les soins aigus. Or, il lui est difficile, en période de très forte activité, de remplir cette mission tout en fournissant un nombre important de journées d'attente EMS, surtout si elles ne sont pas prévues. Le risque est que l'HFR doive renoncer à l'accueil ou reporter l'hospitalisation de patient-e-s en soins aigus, ce qui a pour conséquence une utilisation non rationnelle des ressources.

En conséquence, le Conseil d'Etat partage l'avis des mandataires sur la nécessité de trouver une solution à long terme pour l'organisation et le financement de ces journées d'attente EMS. Plutôt que d'augmenter le financement versé à l'HFR pour ces journées, il propose une solution globale, qui tienne compte de l'entier du système, et qui puisse s'appliquer et s'adapter aux évolutions futures.

3. Solution proposée

3.1. Dès 2025

3.1.1. Fonctionnement

L'objectif est de disposer d'un nombre de lits suffisant dans le canton pour assurer la transition entre une hospitalisation et l'accueil dans un EMS en vue d'un long séjour.

Ainsi, le Conseil d'Etat souhaite mandater l'HFR pour mettre à disposition un nombre de lits limité, devant encore être négocié, afin d'assurer une certaine souplesse lors des sorties. Un nombre d'environ 10 lits (équivalent à 3650 journées par an) serait envisageable. Il est précisé que la mise en œuvre de ce mandat cantonal par l'HFR ne doit pas impacter négativement la fourniture de soins aigus.

Un ou plusieurs autres prestataires devraient si possible être mandatés par l'Etat afin de combler le solde des attentes de placement et fournir des lits supplémentaires, jusqu'à ce que la situation se régularise dans les différentes associations de communes. Le fait de mandater d'autres entités éviterait que l'HFR ne se retrouve à nouveau face aux mêmes difficultés que celles rencontrées en 2022, et permettrait une plus grande flexibilité, à la fois dans la répartition des personnes en attente mais également pour tenir compte de l'évolution des besoins dans le futur.

En raison de la nécessité de soulager aussi rapidement que possible l'HFR, certains de ces mandats pourraient être conclus et mis en œuvre dès 2024. Les autres le seraient en 2025, de manière à laisser à l'HFR ainsi qu'aux prestataires plus de temps pour s'organiser.

3.1.2. Coût

En ce qui concerne le coût par journée d'attente EMS prévu dans les différents mandats, il serait plus élevé que pour une journée en court-séjour dans un EMS reconnu standard (moyenne de 342.05³ francs par jour). En effet, les journées d'attente EMS présentent des spécificités entraînant un surcoût (taux de rotation plus élevé, besoin de réactivité entraînant des frais de coordination plus importants, nécessité de garder des lits disponibles à très brève échéance, garantie de taux d'occupation, suivi des sorties et coordination avec les associations de communes, etc.). Ce surcoût serait fixé forfaitairement. Il s'ajouterait au financement usuel d'un court-séjour en EMS.

Sur la base de la situation dans d'autres cantons, il semble qu'un aménagement soit possible de manière que le coût total se rapproche du coût moyen en EMS standard. Autrement dit, il est attendu de l'ensemble des mandataires qu'ils s'organisent de manière rationnelle et dans le respect du principe d'économicité. Par exemple pour l'HFR, cela pourrait se traduire par la mise en place d'une unité spécialement dédiée à cette prestation pour le nombre de lits prévus dans le mandat. Le Conseil d'Etat en profite d'ailleurs pour relever qu'il avait invité l'HFR, dès début 2023, à entamer une réflexion afin de baisser les coûts des journées d'attentes EMS (par exemple en dédiant une unité à ces accueils, ce qui permet d'adapter plus facilement les dotations en fonction des besoins de la personne).

Pour les mandats cantonaux concernant les lits d'attente dans une structure hospitalière dès 2025, le Conseil d'Etat propose un prix moyen de 442 francs par journée d'attente EMS, soit le coût usuel pour une journée en EMS court-séjour (en moyenne 342.05 francs), plus un surcoût fixé

³ Ce montant est financé par plusieurs sources. Cela représente, par jour

- > une participation de la personne au prix de pension (116.50 francs en 2023) ;
- > une participation des assureurs-maladie selon le niveau de soins (en moyenne 63 francs pour tous les EMS cantonaux) ;
- > le paiement du coût résiduel des soins selon le niveau de soins (en moyenne 76.50 francs pour tous les EMS cantonaux [45% Etat, 55% communes]) ;
- > le paiement de la subvention forfaitaire pour les accueils de jour et de nuit en EMS, dite aussi subvention court-séjour (60 francs [45% Etat, 55% communes]) ;
- > le paiement des frais d'investissement à hauteur de la moyenne cantonale par l'association de communes compétente (26.05 francs en 2023).

forfaitairement à environ 100 francs par journée d'attente EMS. Ce montant d'environ 100 francs permettrait de tenir compte équitablement des coûts supplémentaires liés aux spécificités de ce type d'accueil, mais également de la possibilité donnée aux mandataires de s'organiser de manière à limiter lesdits surcoûts. A noter que le montant total par journée serait plus généreux que la pratique des autres cantons latins (GE, VD, VS, NE, JU, BE et TI), pour lesquels les montants obtenus par les hôpitaux pour une journée d'attente se situent entre 300 et 380 francs⁴. A relever que les cantons du Valais, de Neuchâtel et du Jura ont adopté une solution similaire à celle proposée et versent ainsi une subvention pour tenir compte de la spécificité d'une journée d'attente à l'hôpital d'environ 90 francs, comprise dans le montant de 300 à 380 francs.

Si l'HFR devait accueillir plus de personnes que le nombre de lits prévu dans le mandat cantonal, il est évident qu'il ne pourrait être exigé de lui de le faire au même tarif, car il n'aurait pas la même possibilité de s'organiser. Le prix par journée supplémentaire serait adapté en conséquence pour correspondre au coût réel 2022 de 716 francs par journée d'attente affiché par l'HFR (cf. chap. 3.2. pour de plus amples explications).

Pour les mandats cantonaux concernant les lits d'attente dans une structure non hospitalière, le coût usuel pour une journée en EMS court-séjour (en moyenne 342.05 francs) serait complété par des montants forfaitaires permettant d'assumer le taux de rotation plus élevé et les frais de coordination et/ou par une garantie liée au taux d'occupation. Ce surcoût serait défini dans chaque mandat cantonal, mais s'élèvera au maximum au financement donné pour l'unité d'attente dans une structure hospitalière.

3.1.3. Financement dès 2025

Le financement usuel pour un séjour en EMS serait maintenu pour les journées d'attente EMS. Ainsi, seul le financement du surcoût nécessite d'être réglé. Les considérations suivantes concernent uniquement la période dès 2025.

Le nombre de journées d'attente EMS découle directement du manque de lits en EMS. Comme rappelé en préambule, ce sont les associations de communes qui sont responsables de couvrir le besoin. Il paraît cohérent que les associations de communes responsables de proposer un nombre de lits insuffisants financent les surcoûts consécutifs à leurs décisions. Dans la mesure où l'Etat n'est pas compétent pour construire des places en EMS (cf. préambule, chap. II), il appartient aux associations de communes de prendre les mesures nécessaires si elles souhaitent éviter les surcoûts, respectivement de décider que ces surcoûts sont acceptables compte tenu de leur situation locale et de leurs autres priorités politiques.

En suivant cette logique, l'ensemble des surcoûts serait réparti entre les associations de communes proportionnellement aux lits manquants par rapport à la planification. Ainsi, les associations de communes respectant ou s'approchant de la planification ne paieraient rien ou peu. A l'inverse, là où un écart avec la planification serait spécialement marqué, il est normal que les associations de communes concernées paient davantage. Cette approche incitera ainsi à un meilleur respect de la planification. A noter qu'une modification de la LPMS serait nécessaire afin d'ancrer le principe de la prise en charge des surcoûts pour les journées d'attente EMS et d'en régler les modalités détaillées de financement.

⁴ Calculés sur 121 à 140 minutes de soins requis (article 7a al. 3 let. g OPAS).

Cette répartition permet aussi de respecter le principe d'équité entre la population des différentes communes. En effet, un financement cantonal des surcoûts entraînerait immanquablement un report du financement sur l'ensemble de la population par le biais des impôts cantonaux. Ainsi, les habitant-e-s finançant déjà une couverture suffisante des besoins de leur région via leurs impôts communaux se verraient contraints de payer également la couverture des besoins là où elle est insuffisante.

Ces personnes seraient ainsi doublement pénalisées, en payant des impôts communaux globalement plus élevés afin de pouvoir répondre à leurs propres besoins en matière de places en EMS (étant précisé que les montants des investissements pour la construction de nouveaux EMS sont souvent importants), mais également au niveau cantonal pour répondre aux besoins du reste de la population, dont les impôts communaux seraient plus bas.

3.2. Pour la période 2022 à 2025

Dans l'attente de l'éventuelle mise en œuvre de la solution à long terme exposée ci-dessus, le Conseil d'Etat est conscient qu'il convient de régler la situation des années 2022 à 2025 par une solution ad hoc.

3.2.1. Fonctionnement et coût

Contrairement à la solution à long terme, il n'est plus possible de revenir sur le fonctionnement pour 2022 et 2023. De même, il n'apparaît pas réaliste de mettre en œuvre le nouveau système avant 2025, notamment en raison de la modification législative nécessaire.

Afin de témoigner à l'HFR la reconnaissance nécessaire pour son aide dans la prise en charge de ces journées d'attente et de le soutenir par une rémunération adaptée, le Conseil d'Etat accepte de revoir le montant du financement des journées d'attente pour la période 2022-2025.

Ainsi, pour la période 2022 à 2025, l'HFR continuerait à bénéficier du financement EMS habituel. De plus, pour cette période transitoire avant la mise en place de la solution pérenne exposée ci-dessus, un financement additionnel pour le surcoût lié à l'utilisation de ressources hospitalières pour la prise en charge d'un-e patient-e en attente d'une place en EMS serait accordé.

Le montant de ce financement additionnel ne peut pas se baser sur la perte hypothétique des recettes hospitalières enregistrées par l'HFR. Par ailleurs, si une journée d'attente EMS fournie par l'HFR rapporte moins de recettes qu'une journée d'hospitalisation, elle génère également moins de coûts. En effet, une prise en charge en soins aigus nécessite plus de soins et de surveillance qu'une journée d'attente EMS où l'état de santé de la personne est en principe stable. La qualification du personnel impliqué dans cette prise en charge en soins aigus est également plus élevée (médecins spécialisés, infirmiers/ières, assistant-e en soins et santé communautaire, etc.) et engendre des coûts plus élevés.

Une solution pragmatique pour tenir compte de ce surcoût est de se baser sur les charges effectivement assumées par l'HFR pour fournir les journées d'attente en 2022. La comptabilité analytique 2022 indique un coût moyen d'une journée d'attente de 716 francs. Le Conseil d'Etat propose de garantir à l'HFR des recettes couvrant ce coût.

Pour rappel, l'HFR a fourni 9462 journées d'attente EMS en 2022 et a touché à ce jour un total d'un peu plus de 6.14 millions de francs (financement EMS habituel + financement cantonal supplémentaire déjà accordé), soit une moyenne d'environ 649 francs par journée.

Ainsi, pour 2022, l'HFR recevrait donc un montant complémentaire d'environ 630 000 francs, qui représente la différence entre le montant déjà perçu par l'HFR de 6.14 millions de francs et le coût de 6.77 millions de francs qui correspond à 9462 journées à 716 francs.

Pour 2023 (env. 10 000 journées d'attente) et 2024, l'HFR recevrait le financement d'un court-séjour dans un EMS reconnu standard (moyenne de 342.05 francs par jour, y compris les frais d'investissement selon la moyenne cantonale). Il toucherait par ailleurs un montant complémentaire forfaitaire correspondant à la différence entre le coût journalier de 716 francs et les recettes par jour.

Un mandat serait conclu avec l'HFR afin de formaliser cette solution ad hoc pour la période 2022 à 2025 sur la base des éléments figurant ci-dessus.

3.2.2. Financement

Compte tenu du caractère provisoire de cette solution ad hoc, le Conseil d'Etat propose de financer ces montants complémentaires liés aux journées d'attente EMS pour 2022, 2023, 2024 et cas échéant une partie de 2025 par l'Etat – autrement dit par les impôts cantonaux – sans participation des communes ou associations de communes concernées.

Ainsi, pour 2022 à 2025, le financement des journées d'attente à l'HFR par l'Etat se résume de la manière suivante :

En milliers de francs	2022	2023 (estimation)	2024 (sur la base du budget 2024)	2025 (sur la base du budget 2024 ⁵)	Total 2022-2025
Coût (716 francs/jour)	6 774	7 160	5 743	5 743	25 420
Financement EMS	2 620	3 420	2 743	2 743	11 526
Total à charge de l'Etat en plus du financement EMS	4 154	3 740	3 000	3 000	13 894
Acomptes déjà versés au 31 décembre 2023	3 520	0	0	0	3 520
Solde à verser	634	3 740	3 000	3 000	10 374

Le Conseil d'Etat appelle les associations de communes concernées à profiter de cette opportunité pour se concentrer sur l'ouverture de nouvelles places d'EMS afin de combler le retard pris et faire le nécessaire pour couvrir le besoin dès 2025.

4. Conclusion

Le Conseil d'Etat reconnaît l'importance et l'actualité de la problématique des lits d'attente EMS à l'HFR. Il se rallie aux inquiétudes des mandataires, tout en soulignant la nécessité de trouver une solution pour la période en cours, et en mettant en place un mode de fonctionnement qui puisse perdurer à futur en satisfaisant au mieux les différentes personnes et entités concernées. Il relève que la situation actuelle résulte de l'insuffisance de places en EMS mises à disposition par certaines associations de communes.

⁵ Ce chiffre pourrait être revu à la baisse en fonction de l'ouverture de lits supplémentaires ou des mandats cantonaux pour les journées d'attente.

En conséquence, le Conseil d'Etat propose au Grand Conseil d'accepter le mandat selon les modalités présentées dans la présente réponse, soit :

- > Pour une période transitoire de 2022-2025, des recettes totales de 716 francs couvrant le coût moyen d'une journée d'attente sur la base de la comptabilité analytique 2022, validées par l'HFR, seront garanties à ce dernier pour les journées d'attente EMS fournies. Avec l'accord du HFR, l'Etat financera un montant complémentaire forfaitaire correspondant à la différence entre le coût journalier de 716 francs et les recettes découlant du financement EMS.
- > Dès 2025, un mandat sera donné à l'HFR pour un nombre limité de lits d'attente EMS (par exemple 10 lits). Les séjours seront financés d'une part via le financement usuel d'un court-séjour en EMS reconnu (env. 342 francs/jour), et d'autre part via un surcoût forfaitaire d'environ 100 francs par jour réparti entre les associations de communes proportionnellement aux lits manquants, afin de les inciter à répondre aux besoins de leur population, tâche qui relève de leur compétence. Cela nécessitera une modification de la LPMS.
- > Dès 2025, un ou plusieurs mandats seront conclus avec un ou plusieurs autres prestataires, financés d'une part via le financement usuel d'un court-séjour en EMS (env. 342 francs/jour) et d'autre part via un montant forfaitaire et/ou une garantie liée au taux d'occupation (surcoût à définir dans chaque mandat cantonal, mais au maximum correspondant au surcoût prévu pour l'HFR), soit 442 francs/jour au total.



Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss

Auftrag 2023-GC-134

Kompensation von Verlusten des HFR wegen fehlenden Plätzen in Pflegeheimen

Urheber/innen:	Zermatten Estelle / Zurich Simon / Brodard Claude / Robatel Pauline / Meyer Loetscher Anne / Genoud (Brillard) François / Clément Christian / Gobet Nadine / Fahrni Marc / Rey Alizée
Anzahl Mitunterzeichner/innen:	0
Einreichung:	26.05.2023
Begründung:	26.05.2023
Überweisung an den Staatsrat:	26.05.2023
Antwort des Staatsrats:	05.02.2024

I. Zusammenfassung des Auftrags

In ihrem am 26. Mai 2023 eingereichten und gleichentags begründeten Auftrag erklären die Grossrätinnen und Grossräte, die Spitäler befänden sich seit mehreren Jahren in einer Just-in-time-Situation. Einer der Gründe dafür beruhe laut ihnen auf dem Platzmangel in den Pflegeheimen. So müssen Patientinnen und Patienten in Akutpflegeabteilungen warten, bis ein Platz in einem Pflegeheim frei wird.

Die Grossrätinnen und Grossräte verweisen darauf, dass sich das HFR 2022 einem starken Anstieg der Wartefälle von insgesamt 9300 Tagen gegenüber sah. Wartefälle werden durchschnittlich mit 255 Franken pro Tag verrechnet, während die Belegung eines Betts in der Akutpflege durchschnittlich 1200 Franken pro Tag einbringt. Der geschätzte Totalausfall liegt 2022 folglich bei über 10 Millionen Franken.

Die Grossrätinnen und Grossräte sind der Ansicht, der Bettenmangel in den Pflegeheimen sei ein echtes Problem, das in Anbetracht der Bauzeiten von künftigen Pflegeheimen noch längere Zeit bestehen werde. Sie erinnern daran, dass der Staat für die Planung des sozialmedizinischen Leistungsangebots zuständig ist.

Mit ihrem Auftrag fordern die Grossrätinnen und Grossräte den Staat auf, Lösungen zu finden, um:

- > für diese Finanzierungsdifferenz aufzukommen,
- > für 2023 einen ausreichenden Betrag vorzusehen,
- > diesen Betrag anzupassen, sobald die Zahlen bekannt sind.

Abschliessend und zur Sicherstellung der Wartebetten-Finanzierung, bis die Zahl der Pflegeheimbetten dem in der Planung ermittelten Bedarf entspricht, fordern die Grossrätinnen und Grossräte, die Finanzierung solle sich auf eine Echtabrechnung stützen, die dem Total der Wartefälle pro Jahr entspricht; weiter soll sie ab 2024 als gemeinwirtschaftliche oder andere Leistung gemäss Gesetz über die Finanzierung der Spitäler (SFiG) aufgenommen werden.

II. Antwort des Staatsrats

Einleitend möchte der Staatsrat die jeweiligen Zuständigkeiten des Kantons und der Gemeinden bzw. der Gemeindeverbände klären. Wie von den Grossrätinnen und Grossräten erwähnt, ist der Staat für die Gesundheitsplanung zuständig. Dazu gehört die Planung der Langzeitpflege, die namentlich zum Ziel hat, die in den Pflegeheimen erbrachten Leistungen zu definieren, die angeboten oder entwickelt werden sollten, um dem Bedarf der Bevölkerung des Kantons Freiburg angemessen zu entsprechen. Dabei orientiert sich der Staat am bereits bestehenden Bedarf und an der erwarteten demografischen Entwicklung im Kanton.

Die Bedarfsdeckung wiederum liegt in der Zuständigkeit der Gemeindeverbände (Art. 11 Abs. 3 Gesetz über die sozialmedizinischen Leistungen [SmLG]). So ist es Aufgabe der Gemeindeverbände, ausreichend Pflegeheime zu betreiben oder zu beauftragen, um den in der Planung festgelegten Bedarf ihrer Bevölkerung abzudecken.

Der vorliegende Auftrag spricht das Problem der Spitalaufenthalte bis zum Eintritt ins Pflegeheim an (Wartetage Pflegeheim). Wie in den meisten Schweizer Spitälern kommt es vor, dass Patientinnen und Patienten, die keine stationäre Pflege in einem Spital mehr benötigen, nicht sofort aus dem Spital entlassen werden können. Grund dafür ist häufig – wie von den Grossrätinnen und Grossräten erwähnt – dass eine angemessene Betreuung nach dem Spitalaustritt fehlt. Solche Patientinnen und Patienten werden in einen Aufenthalt eingestuft, der einem Aufenthalt im Pflegeheim gleichgesetzt ist (so genannte Wartetage Pflegeheim), und verbleiben so im Spital, bis eine geeignete Lösung in einem Pflegeheim zur Verfügung steht. Ab der Umstufung gibt es für diese Tage eine Pflegeheimfinanzierung.

1. Bestandsaufnahme

Zunächst ist eine Bestandsaufnahme angezeigt, so dass der Grosse Rat über vollständige Statistiken und eine Gesamtsicht verfügt, mit der er in voller Kenntnis der Sachlage einen Entscheid treffen kann.

1.1. Platzbedarf

Für 2022 sah der Bericht über die Bedarfsplanung der Langzeitpflege 2021–2025 einen Bedarf an 1,043 Millionen Aufenthaltstagen vor. Tatsächlich wurden die Freiburgerinnen und Freiburger an 1 012 104 Tagen im Pflegeheim betreut. Aufgeschlüsselt handelt es sich um 978 355 Tage in Freiburger Pflegeheimen, 23 476 Tage in ausserkantonalen Pflegeheimen, 9462 Wartetage Pflegeheim im HFR und 811 Wartetage Pflegeheim im HIB. Die Differenz zwischen der tatsächlichen Tageszahl im Jahr 2022 und den Prognosen des Planungsberichts kann insbesondere mit den COVID-19-Auswirkungen, aber auch mit verbesserten Bedingungen für den Verbleib zuhause und folglich einem späteren Pflegeheimeintritt erklärt werden.

Die folgenden Tabellen zeigen die Details zu den Aufenthaltstagen in den Pflegeheimen, wie sie von den jeweiligen Gemeindeverbänden beauftragt wurden, im Rahmen von kantonalen Aufträgen, von Wartetagen Pflegeheim in den Spitälern und Platzierungen ausserhalb des Kantons Freiburg.

Aus der ersten Tabelle geht hervor, dass dem Kanton Ende 2022 ungefähr 93 Pflegeheimbetten fehlten. Dies beruht auf dem Umstand, dass die tatsächliche Bereitstellung von Pflegeheimbetten durch die Gemeindeverbände weder der vorgängig erwähnten Planung noch den vom Staat erlaubten Volumen folgt. Der Mangel wurde durch Platzierungen in anderen Kantonen (65 Betten) und Aufenthalte in Spitälern (HFR und HIB, 28 Betten) ausgeglichen.

Gemeindeverband	Anzahl Aufenthaltstage 2022 in Freiburger Pflegeheimen	Anzahl Tage gemäss korrigierter Planung Ende 2022 ¹	Differenz	Entsprechung (in Betten)
Réseau santé de la Broye	75'695	79'108	-3'413	- 9 Betten
Réseau santé de la Glâne	75'285	79'108	-3'823	-11 Betten
Réseau Santé et Social de la Gruyère	186'248	184'118	+2'130	+6 Betten
Gesundheitsnetz Saane	322'013	335'754	-13'741	- 38 Betten
Gesundheitsnetz See	95'219	101'440	-6'221	- 17 Betten
Gesundheitsnetz Sense	138'824	138'544	+280	+1 Betten
Réseau santé et social Veveyse	52'134	53'975	-1'841	-5 Betten
Kantonale Aufträge (Alterspsychiatrie, ISRF, AVAO, Hospiz des HFR)	32'937	40'057	-7'120	- 20 Betten
Total	978'355	1'012'104	-34'132	- 93 Betten

Übrige Pflegeheimaufenthalte	Anzahl Aufenthaltstage 2022	Differenz	Entsprechung (in Betten)
Aufenthalte in ausserkantonalen Pflegeheimen	23'476	23'476	+65 Betten
Wartetage Pflegeheim HFR	9'462	9'462	+26 Betten
Wartetage Pflegeheim HIB	811	811	+2 Betten
Total	34'132	34'132	+ 93 Betten

Die Situation könnte sich in Zukunft noch verschlimmern, da die Gemeindeverbände im Jahr 2023 keine neuen Betten eröffnet haben.

Der für 2040 geschätzte Bedarf beläuft sich auf über 4700 Betten². Dies entspricht kantonsweit einer durchschnittlichen Zunahme von 100 Pflegeheimbetten pro Jahr. Es sei darauf hingewiesen, dass die Projekte für neue Betten, die den staatlichen Dienststellen aktuell von den Gemeindeverbänden für die nächsten fünf Jahre gemeldet wurden, diesen Bedarf nicht abdecken.

¹ Der im [Bericht Bedarfsplanung Langzeitpflege 2021–2025 im Kanton Freiburg](#) ausgedrückte Bedarf (1,043 Millionen Tage) wurde an die Realität 2022 (1,012 Millionen Tage) angepasst. Dies entspricht einer Korrektur von -3 % im Vergleich mit den Prognosen des Berichts.

² Laut [Bericht Bedarfsplanung Langzeitpflege 2021–2025 im Kanton Freiburg](#). Die Arbeiten für den Bericht 2026–2030, mit einer Prognose bis 2045 werden im Jahresverlauf 2024 aufgenommen und werden sich allen voran auf die Statistiken 2022 der Pflegeheime (SOMED) und der Spitex stützen.

1.2. Wartetage Pflegeheim im HFR

Die spezifischen Wartetage Pflegeheim im HFR beliefen sich 2022 auf 9462 (als Vergleich: 2021 waren es 2535). Die definitiven Zahlen von 2023 sind noch nicht bekannt, sollten aber ähnlich ausfallen wie 2022.

Aktuell folgen die Wartetage Pflegeheim den üblichen Finanzierungsregeln der Freiburger Pflegeheime (Finanzierung OKP-Betten für Kurzaufenthalte), sprich für 2022 ein Total von 2,62 Millionen Franken für das HFR. Der Staatsrat ist sich bewusst, welche Herausforderung die Wartetage Pflegeheim im 2022 für das HFR darstellten, und hat ihm deshalb eine Zusatzfinanzierung von 3,52 Millionen Franken gewährt. Diese Finanzierung wurde kürzlich im Rahmen der Schlussabrechnung 2022 endgültig freigegeben.

Entsprechend beliefen sich die Einnahmen für die 9462 Wartetage Pflegeheim im HFR im Jahr 2022 auf über 6,14 Millionen Franken, was einem Betrag von knapp 649 Franken pro Wartetag Pflegeheim entspricht.

2. Notwendigkeit einer Lösung

Wie der Auftrag und die obenstehenden Statistiken zeigen, ist der Bettenmangel ein aktuelles Problem, das andauern könnte; allen voran wegen der Bevölkerungsalterung, die zu einem starken Bedarfsanstieg führt, sowie der Realitäten in Zusammenhang mit dem Bau neuer Pflegeheime. Unabhängig davon wird es nicht möglich sein, all diese Tage zu verhindern (Schwierigkeiten der Pflegeheime, just-in-time zu arbeiten, notwendige Fristen zur Organisation des Pflegeheimeintritts usw.). So ist sich der Staatsrat bewusst, dass es für die Wartezeit bis zum Pflegeheimeintritt eine bestimmten Anzahl Betten braucht.

Langfristig ist jedoch die aktuelle Funktionsweise mit einem HFR, das als Wartezimmer dient, nicht optimal – sowohl für das HFR als auch für die betroffenen Personen.

Es ist unbestritten, dass die Akutpflegeabteilung eines Spitals für Betroffene keine geeignete Betreuung und Begleitung für Langzeitaufenthalte anbieten kann.

Für das HFR hängen die Schwierigkeiten in erster Linie mit dem Kontext zusammen. So besteht der Hauptauftrag des HFR in der Akutpflege. Es ist jedoch schwierig, diesen Auftrag in Zeiten hoher Auslastung zu erfüllen und gleichzeitig eine viele Personen zu betreuen, die auf einen Pflegeheimplatz warten, insbesondere wenn diese Personen nicht eingeplant sind. Es besteht die Gefahr, dass das HFR die Aufnahme von Patientinnen und Patienten in die Akutpflege ablehnen oder verschieben muss, was zu einer irrationalen Ressourcenverwendung führt.

Dementsprechend teilt der Staatsrat die Ansicht der Grossrätinnen und Grossräte, dass eine langfristige Lösung zur Organisation und Finanzierung dieser Aufenthalte bis zum Pflegeheimeintritt notwendig ist. Anstatt die Finanzierung zu erhöhen, die dem HFR für diese Aufenthalte vergütet wird, schlägt er eine umfassende Lösung vor, die das ganze System berücksichtigt und auf künftige Entwicklungen angewandt und angepasst werden kann.

3. Lösungsvorschlag

3.1. Ab 2025

3.1.1. Funktionsweise

Der Kanton soll über ausreichend Betten verfügen, um den Wechsel vom Spital ins Pflegeheim für Langzeitaufenthalte sicherzustellen.

So möchte der Staatsrat das HFR damit beauftragen, eine beschränkte, noch zu verhandelnde Bettenzahl zur Verfügung zu stellen, damit bei den Austritten eine gewisse Flexibilität gewährleistet ist. Ungefähr zehn Betten (was 3650 Tagen pro Jahr entspricht) sind denkbar. Natürlich darf sich die Umsetzung dieses kantonalen Auftrags durch das HFR nicht negativ auf die Erbringung der Akutpflegeleistungen auswirken.

Ein oder mehrere Leistungserbringer sollen wenn möglich vom Staat damit beauftragt werden, die übrigen Aufenthalte bis zum Eintritt abzudecken und zusätzliche Betten bereitzustellen, bis die Situation in den verschiedenen Gemeindeverbänden geregelt wird. Mit der Beauftragung anderer Stellen kann vermieden werden, dass sich das HFR erneut den gleichen Schwierigkeiten gegenüber sieht wie 2022. Gleichzeitig wird mehr Flexibilität ermöglicht, sowohl bei der Verteilung der wartenden Personen als auch bei der Berücksichtigung der künftigen Bedarfsentwicklung.

Aufgrund der Notwendigkeit, das HFR so rasch wie möglich zu entlasten, sollen einige dieser Aufträge ab 2024 abgeschlossen und umgesetzt werden. Für die anderen wäre dies 2025 der Fall, so dass das HFR und die Leistungserbringer mehr Zeit haben, sich zu organisieren.

3.1.2. Kosten

Die Kosten pro Aufenthaltstag bis zum Pflegeheimeintritt sind in den verschiedenen Aufträgen höher als bei einem Kurzaufenthalt in einem anerkannten Standardpflegeheim (durchschnittlich Fr. 342.05³ pro Tag). Denn die Aufenthalte bis zum Pflegeheimeintritt haben Eigenschaften, die zu Mehrkosten führen (höhere Fluktuation, Reaktionsbereitschaft, die zu höheren Koordinationskosten führt, Notwendigkeit, sehr kurzfristig Betten bereitzustellen, Gewährleistung der Belegungsquote, Betreuung der Austritte und Koordination mit den Gemeindeverbänden usw.). Diese Mehrkosten werden pauschal festgelegt und fallen zusätzlich zur üblichen Finanzierung eines Kurzaufenthalts im Pflegeheim an.

Gestützt auf die Situation in anderen Kantonen scheint eine Preisgestaltung möglich, die sich kostenmässig nahe an den durchschnittlichen Kosten eines Standardpflegeheims bewegt. Anders gesagt wird von allen Auftragnehmenden erwartet, dass sie bei der Organisation Vernunft walten lassen und den Grundsatz der Wirtschaftlichkeit einhalten. Für das HFR beispielsweise könnte dies

³ Dieser Betrag wird durch verschiedene Quellen finanziert. Er beinhaltet pro Tag:

- > eine Beteiligung der Person am Pensionspreis (Fr. 116.50 im Jahr 2023);
- > eine Beteiligung der Krankenversicherung abhängig von der Pflegestufe (durchschnittlich 63 Franken für alle kantonalen Pflegeheime);
- > die Zahlung der Pflegerestkosten abhängig von der Pflegestufe (durchschnittlich Fr. 76.50 für alle kantonalen Pflegeheime [45 % Staat, 55 % Gemeinden]);
- > die Zahlung des Pauschalbeitrags für die Tages- und Nachtbetreuung im Pflegeheim, auch Kurzzeitsubventionen genannt (60 Franken [45 % Staat, 55 % Gemeinden]);
- > die Zahlung der Investitionskosten in Höhe des kantonalen Durchschnitts durch den zuständigen Gemeindeverband (Fr. 26.05 im Jahr 2023).

bedeuten, dass für diese Leistung eine eigene Abteilung mit der im Auftrag vorgesehenen Bettenzahl eingerichtet wird. Der Staatsrat möchte bei dieser Gelegenheit auch darauf hinweisen, dass er das HFR Anfang 2023 aufgefordert hat, Überlegungen anzustellen, wie die Aufenthaltskosten bis zum Pflegeheimeintritt gesenkt werden könnten (z. B. mit einer eigenen Abteilung für derartige Aufenthalte, wodurch die Dotation einfacher den Bedürfnissen der Betroffenen angepasst werden kann).

Für die kantonalen Aufträge bezüglich Wartebetten in einer Spitaleinrichtung ab 2025 schlägt der Staatsrat einen Durchschnittspreis von 442 Franken pro Wartetag Pflegeheim vor, was den üblichen Kosten für einen Tag Kurzaufenthalt im Pflegeheim (durchschnittlich Fr. 342.05) entspricht, plus einen pauschal festgelegten Mehraufwand von ungefähr 100 Franken pro Wartetag Pflegeheim. Diese 100 Franken ermöglichen, die Zusatzkosten eines solchen Aufenthalts gerecht zu berücksichtigen, und die Auftragnehmer können sich so organisieren, dass sie diesen Mehraufwand einschränken können. Der Gesamtbetrag pro Tag ist übrigens grosszügiger als die Praxis der anderen lateinischen Kantone (GE, VD, VS, NE, JU, BE und TI), bei denen die von den Spitälern für einen Wartetag erhaltenen Beträge zwischen 300 und 380 Franken liegen⁴. Die Kantone Wallis, Neuenburg und Jura setzen eine ähnliche Lösung um wie die vorgeschlagene und zahlen eine Subvention aus, um die Besonderheit eines Wartetags im Spital mit ungefähr 90 Franken zu berücksichtigen, die in den 300 bis 380 Franken enthalten sind.

Sollte das HFR mehr Personen betreuen, als gemäss kantonalem Auftrag Betten vorgesehen sind, kann selbstverständlich nicht vom HFR erwartet werden, dass es dies zum gleichen Tarif macht, da es nicht die gleichen Organisationsmöglichkeiten hätte. Der Preis pro Zusatztag würde in diesem Fall entsprechend angepasst, um den tatsächlichen Kosten 2022 von 716 Franken pro Wartetag des HFR zu entsprechen (s. Kapitel 3.2 für weitere Ausführungen).

Für die kantonalen Aufträge für Wartebetten in einer spitalexternen Einrichtung werden die üblichen Kosten für einen Kurzaufenthaltstag im Pflegeheim (durchschnittlich Fr. 342.05) mit Pauschalbeträgen ergänzt, mit denen die höhere Fluktuation und die Koordinationskosten getragen werden, und/oder mit einer Gewährleistung der Belegungsquote. Diese Mehrkosten werden jeweils im kantonalen Auftrag festgesetzt und entsprechen höchstens der Finanzierung, die für eine Warteabteilung in einer Spitaleinrichtung angewandt wird.

3.1.3. Finanzierung ab 2025

Die Aufenthalte bis zum Pflegeheimeintritt werden weiter mit der üblichen Finanzierung für einen Pflegeheimaufenthalt vergütet. So ist einzig die Finanzierung der Mehrkosten zu regeln. Die folgenden Überlegungen betreffen einzig den Zeitraum ab 2025.

Die Anzahl Aufenthaltstage bis zum Pflegeheimeintritt leiten sich direkt aus dem Bettenmangel in den Pflegeheimen ab. Wie einleitend erwähnt, sind die Gemeindeverbände für die Deckung dieses Bedarfs zuständig. Folglich sollten die Gemeindeverbände, die durch ihre Entscheide für den Bettenmangel verantwortlich sind, die Mehrkosten tragen. Da der Staat nicht für den Bau von Pflegeheimplätzen zuständig ist (s. Einleitung, Kapitel II), sind die Gemeindeverbände für das Ergreifen der notwendigen Massnahmen verantwortlich, wenn sie Mehrkosten vermeiden möchten,

⁴ Berechnet auf die 121 bis 140 Minuten Pflegebedarf (Art. 7a Abs. 3 Bst. g KLV).

bzw. für die Entscheidung, dass diese Mehrkosten in Anbetracht ihrer lokalen Situation und ihrer übrigen politischen Prioritäten tragbar sind.

Nach dieser Logik werden alle Mehrkosten proportional zu den fehlenden Betten im Vergleich zur Planung auf die Gemeindeverbände verteilt. So zahlen Gemeindeverbände, die der Planung vollständig oder fast entsprechen, nichts oder wenig. Hingegen ist es normal, dass speziell grosse Abweichungen von der Planung von den betroffenen Gemeindeverbänden übernommen werden. Dieser Ansatz wird Anreize für eine bessere Einhaltung der Planung geben. Hierzu ist eine Änderung des SmLG notwendig, um den Grundsatz der Übernahme der Mehrkosten für den Aufenthalt bis zum Pflegeheimeintritt zu verankern und deren detaillierten Finanzierungsmodalitäten zu regeln.

Mit dieser Aufteilung kann auch der Grundsatz der Billigkeit zwischen der Bevölkerung der verschiedenen Gemeinden gewahrt werden. Denn eine kantonale Finanzierung der Mehrkosten würde über die Kantonssteuern unweigerlich zu einer Verlagerung der Finanzierung auf die Gesamtbevölkerung führen. So müssten jene Einwohnerinnen und Einwohner, die mit ihren Gemeindesteuern bereits eine ausreichende Bedarfsdeckung ihrer Region finanzieren, auch dort für die Bedarfsdeckung zahlen, wo diese nicht ausreicht.

Diese Personen würden doppelt bestraft: durch Zahlen der insgesamt höheren Gemeindesteuern, um dem eigenen Bedarf an Pflegeheimplätzen zu entsprechen (Investitionen für den Bau neuer Pflegeheime sind oft hoch), sowie der Kantonssteuern, um dem Bedarf der restlichen Bevölkerung zu entsprechen, die weniger Gemeindesteuern zahlen.

3.2. 2022 bis 2025

Der Staatsrat ist sich bewusst, dass bis zur möglichen Umsetzung der vorstehend erklärten, langfristigen Lösung die Situation der Jahre 2022 bis 2025 mit einer Ad-hoc-Lösung zu regeln ist.

3.2.1. Funktionsweise und Kosten

Im Gegensatz zur langfristigen Lösung ist es nicht mehr möglich, die Funktionsweise für 2022 und 2023 anzupassen. Desgleichen erscheint es nicht realistisch, das neue System vor 2025 umzusetzen, insbesondere aufgrund der notwendigen Gesetzesänderung.

Um sich dem HFR für seine Hilfe bei der Übernahme dieser Wartetage erkenntlich zu zeigen und es mit einer angemessenen Entschädigung zu unterstützen, ist der Staatsrat einverstanden, den Betrag für die Finanzierung der Wartetage für den Zeitraum 2022 bis 2025 zu prüfen.

So erhält das HFR für den Zeitraum 2022 bis 2025 weiter die übliche Pflegeheimfinanzierung. Für diese Übergangszeit vor der Umsetzung der langfristigen Lösung wird eine Zusatzfinanzierung gewährt für die Mehrkosten im Zusammenhang mit der Nutzung von Spitalressourcen für die Betreuung von Patientinnen und Patienten, die auf einen Pflegeheimplatz warten.

Die Höhe dieser Zusatzfinanzierung kann sich nicht auf den hypothetischen Verlust der vom HFR verzeichneten Spitaleinnahmen stützen. Ein Aufenthalt im HFR bis zum Pflegeheimeintritt generiert zwar weniger Einnahmen als ein Spitaltag, führt aber auch zu weniger Kosten. Denn die Akutversorgung erfordert mehr Pflege und Überwachung als ein Wartetag Pflegeheim, da die Gesundheit der Betroffenen grundsätzlich stabil ist. Die Qualifikation des für die Akutversorgung benötigten Personals ist ebenfalls höher (Fachärzte/-ärztinnen, spezialisierte Pflegefachpersonen, Fachpersonen Gesundheit usw.) und führt zu höheren Kosten.

Eine pragmatische Lösung für diese Mehrkosten besteht darin, sich auf den effektiv vom HFR wahrgenommenen Aufwand für die Wartetage im Jahr 2022 zu stützen. In der Kostenrechnung 2022 sind für einen Wartetag durchschnittliche Kosten von 716 Franken ausgewiesen. Der Staatsrat schlägt vor, dem HFR Einnahmen zu gewährleisten, die diese Kosten decken.

Zur Erinnerung: Im Jahr 2022 erbrachte das HFR 9462 Wartetage Pflegeheim und erhielt bis heute insgesamt knapp über 6,14 Millionen Franken (übliche Pflegeheimfinanzierung + bereits gewährte kantonale Zusatzfinanzierung), was durchschnittlich 649 Franken pro Tag entspricht.

So wird das HFR für 2022 folglich einen Zusatzbetrag von ungefähr 630 000 Franken erhalten. Dies ist die Differenz zwischen dem bereits vom HFR erhaltenen Betrag von 6,14 Millionen Franken und dem Aufwand von 6,77 Millionen Franken, der den 9462 Tagen à 716 Franken entspricht.

Für 2023 (rund 10 000 Wartetage) und 2024 wird das HFR die Finanzierung für einen Kurzaufenthalt in einem anerkannten Standardpflegeheim erhalten (durchschnittlich Fr. 342.05 pro Tag, einschliesslich Investitionskosten gemäss kantonalem Durchschnitt). Ausserdem erhält es einen zusätzlichen Pauschalbetrag, welcher der Differenz zwischen den Tageskosten von 716 Franken und den Tageseinnahmen entspricht.

Mit dem HFR wird ein Auftrag abgeschlossen, der die erwähnte Ad-hoc-Lösung für den Zeitraum 2022 bis 2025 gestützt auf die oben erwähnten Elemente formalisiert.

3.2.2. Finanzierung

In Anbetracht des provisorischen Charakters dieser Ad-hoc-Lösung schlägt der Staatsrat vor, die Zusatzbeträge im Zusammenhang mit den Wartetagen Pflegeheim für 2022, 2023, 2024 und gegebenenfalls für einen Teil des Jahres 2025 durch den Staat zu finanzieren – anders gesagt über die kantonalen Steuern –, ohne Beteiligung der betroffenen Gemeinden oder Gemeindeverbände.

So lässt sich die Finanzierung der Wartetage im HFR durch den Staat für 2022 bis 2025 wie folgt zusammenfassen:

in Tausend Franken	2022	2023 (Schätzung)	2024 (gestützt auf den Voranschlag 2024)	2025 (gestützt auf den Voranschlag 2024 ⁵)	Total 2022– 2025
Kosten (716 Franken/Tag)	6 774	7 160	5 743	5 743	25 420
Finanzierung Pflegeheim	2 620	3 420	2 743	2 743	11 526
Total zulasten des Staates zusätzlich zur Pflegeheimfinanzierung	4 154	3 740	3 000	3 000	13 894
Am 31. Dezember 2023 geleistete Anzahlungen	3 520	0	0	0	3 520
Zu zahlender Restbetrag	634	3 740	3 000	3 000	10 374

⁵ Diese Zahl könnte nach unten korrigiert werden, je nach dem, ob zusätzliche Betten geschaffen werden oder ob kantonale Aufträge für die Wartetage erteilt werden.

Der Staatsrat fordert die betroffenen Gemeindeverbände auf, die Gelegenheit zu nutzen und sich auf die Eröffnung neuer Pflegeheimplätze zu konzentrieren, damit sie den Verzug aufholen und das Notwendige unternehmen können, um den Bedarf ab 2025 abzudecken.

4. Schlussfolgerung

Der Staatsrat weiss um die Bedeutung und Aktualität des Problems der Aufenthalte im HFR bis zum Pflegeheim eintritt. Er teilt die Besorgnis der Grossrätinnen und Grossräte und unterstreicht die Notwendigkeit, eine Lösung für die aktuelle Situation zu finden und gleichzeitig eine Funktionsweise einzuführen, die zukunftstauglich ist und die verschiedenen Betroffenen und Einheiten bestmöglich zufriedenstellt. Er verweist darauf, dass es aufgrund des Bettenmangels in den Pflegeheimen zur aktuellen Situation gekommen ist. Diese Betten fehlen, weil sie von bestimmten Gemeindeverbänden nicht zur Verfügung gestellt wurden.

Dementsprechend schlägt der Staatsrat dem Grossen Rat vor, den Auftrag gemäss den in dieser Antwort vorgeschlagenen Modalitäten anzunehmen, das heisst:

- > Für eine Übergangszeit von 2022 bis 2025 werden dem HFR für die Wartetage Pflegeheim Gesamteinnahmen von 716 Franken gewährleistet, welche die durchschnittlichen Kosten eines Wartetages auf Grundlage der vom HFR validierten Kostenrechnung 2022 decken. Im Einvernehmen mit dem HFR wird der Staat einen zusätzlichen Pauschalbetrag finanzieren, welcher der Differenz zwischen den Tageskosten von 716 Franken und den Einnahmen aus der Pflegeheimfinanzierung entspricht.
- > Ab 2025 wird das HFR einen Auftrag für eine beschränkte Anzahl Wartebetten Pflegeheim erhalten (z. B. 10 Betten). Die Aufenthalte werden einerseits über die übliche Finanzierung für Kurzaufenthalte im anerkannten Pflegeheim finanziert (rund 342 Franken/Tag), andererseits über einen pauschal festgelegten Mehraufwand von ungefähr 100 Franken pro Tag, der anteilig zu den fehlenden Betten zwischen den Gemeindeverbänden aufgeteilt wird; so soll für die Gemeindeverbände der Anreiz geschaffen werden, den Bedarf ihrer Bevölkerung zu decken – eine Aufgabe, die in ihre Zuständigkeit fällt. Hierzu ist eine Änderung des SmLG notwendig.
- > Ab 2025 werden ein oder mehrere Aufträge mit einem oder mehreren anderen Leistungserbringenden abgeschlossen, finanziert einerseits über die übliche Finanzierung eines Kurzaufenthalts im Pflegeheim (ca. 342 Franken/Tag), andererseits über einen Pauschalbetrag und/oder eine Gewährleistung der Belegungsquote (in jedem kantonalen Auftrag festzulegende Mehrkosten, die jedoch höchstens den für das HFR vorgesehenen Mehrkosten entsprechen dürfen), d. h. insgesamt 442 Franken/Tag.



Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

Motion 2023-GC-242

Maîtriser la hausse des coûts de la santé avec des objectifs clairs

Auteur-e-s :	Bonny David / Menétrey Lucie
Nombre de cosignataires :	0
Dépôt :	12.10.2023
Développement :	12.10.2023
Transmission au Conseil d'Etat :	13.10.2023
Réponse du Conseil d'Etat :	12.12.2023

I. Résumé de la motion

Par motion déposée et développée le 12 octobre 2023, les motionnaires relèvent que les Chambres fédérales ont adopté une modification de la loi fédérale sur l'assurance maladie (LAMal) introduisant des objectifs en matière de coûts de la santé, modification octroyant aux cantons la possibilité de fixer des objectifs en matière de coûts et de qualité. Ils demandent au Conseil d'Etat d'anticiper la mise en place de ces objectifs en préparant des bases légales fribourgeoises à cet effet. En anticipant, il sera possible d'éviter de répéter l'une des plus importantes hausses de primes dans le canton depuis l'introduction de la LAMal.

II. Réponse du Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat partage la préoccupation des motionnaires et salue tous les efforts qui pourraient être déployés pour limiter la hausse des coûts de la santé. Il réaffirme sa volonté à y contribuer activement dans la mesure de ses compétences et de ses possibilités d'action.

La modification de la LAMal adoptée par les Chambres fédérales le 29 septembre 2023 « Mesures visant à freiner la hausse des coûts – objectifs en matière de coûts » (cf. curia vista, [objet 21.067](#)) constitue le contre-projet indirect à l'initiative populaire « Pour des primes plus basses. Frein aux coûts dans le système de santé (initiative pour un frein aux coûts) ». Les initié-e-s ont d'ores et déjà annoncé qu'ils et elles maintenaient l'initiative. Cette dernière, ainsi que le contre-projet, seront donc soumis au vote du peuple et des cantons. En cas d'acceptation de l'initiative, le contre-projet devient caduc ; les Chambres fédérales devront alors adopter des dispositions légales d'exécution en tenant compte de l'orientation imposée par l'initiative.

Au vu de ce qui précède, le Conseil d'Etat estime qu'il serait trop incertain et pas pertinent d'anticiper sur le plan cantonal la mise en œuvre d'une législation fédérale avant son acceptation ou son rejet en votation populaire. Cela étant, il examinera sans délai les actions potentielles à entreprendre dès que le résultat de la votation et les bases législatives fédérales seront connus.

III. Conclusion

Le Conseil d'Etat invite par conséquent le Grand Conseil à refuser la présente motion.



Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss

Motion 2023-GC-242

Kostenanstieg im Gesundheitswesen mit klaren Zielen dämpfen

Urheber/in:	Bonny David / Menétrey Lucie
Anzahl Mitunterzeichner/innen:	0
Einreichung:	12.10.2023
Begründung:	12.10.2023
Überweisung an den Staatsrat:	13.10.2023
Antwort des Staatsrats:	12.12.2023

I. Zusammenfassung der Motion

In ihrer am 12. Oktober 2023 eingereichten und begründeten Motion heben die Motionärin und der Motionär die von den eidgenössischen Räten verabschiedete Änderung des Bundesgesetzes über die Krankenversicherung (KVG) hervor. In der Änderung werden Kostenziele im Gesundheitswesen eingeführt und die Kantone erhalten die Möglichkeit, Kosten- und Qualitätsziele festzulegen. Die Motionärin und der Motionär fordern den Staatsrat auf, der Einführung dieser Ziele zuvorzukommen und entsprechende Gesetzesgrundlagen für den Kanton Freiburg vorzubereiten. Durch dieses vorausschauende Vorgehen kann verhindert werden, dass der Kanton erneut eine der grössten Prämien erhöhungen seit der Einführung des KVG hinnehmen muss.

II. Antwort des Staatsrats

Der Staatsrat teilt die Besorgnis der Motionäre und begrüsst alle Anstrengungen zur Eindämmung des Kostenanstiegs im Gesundheitswesen. Er bekräftigt seinen Willen, im Rahmen seiner Kompetenzen und Handlungsmöglichkeiten aktiv dazu beizutragen.

Die von den eidgenössischen Räten am 29. September 2023 verabschiedete Änderung des KVG «Massnahmen zur Kostendämpfung – Vorgabe von Kostenzielen» (vgl. Curia vista: [21.067](#)) stellt den indirekten Gegenvorschlag zur Volksinitiative «Für tiefere Prämien – Kostenbremse im Gesundheitswesen (Kostenbremse-Initiative)» dar. Die Initianten haben bereits angekündigt, dass sie an der Initiative festhalten werden. Folglich werden die Initiative und der Gegenvorschlag dem Volk und den Ständen zur Abstimmung unterbreitet. Bei einer Annahme der Initiative würde der Gegenvorschlag hinfällig; die eidgenössischen Räte müssten dann gesetzliche Ausführungsbestimmungen im Sinne der Initiative erlassen.

Angesichts dieser Situation ist der Staatsrat der Auffassung, dass es zu unsicher und nicht sachdienlich wäre, die Bundesgesetzgebung auf kantonaler Ebene vor der Volksabstimmung umzusetzen. Der Staatsrat wird jedoch, sobald die Abstimmungsergebnisse und die eidgenössischen Gesetzesgrundlagen bekannt sind, unverzüglich die möglichen Massnahmen prüfen.

III. Fazit

Der Staatsrat lädt den Grossen Rat daher ein, diese Motion abzulehnen.



Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

Motion 2023-GC-87

Loi du 17 novembre 1999 sur les subventions : article 20

Auteurs :	Rey Benoît / Wicht Jean-Daniel
Nombre de cosignataires :	29
Dépôt :	24.03.2023
Développement :	24.03.2023
Transmission au Conseil d'Etat :	24.03.2023
Réponse du Conseil d'Etat :	23.01.2024

I. Résumé de la motion

Par motion déposée et développée le 24 mars 2023, les motionnaires demandent l'adaptation de l'article 20 de la loi du 17 novembre 1999 sur les subventions (LSub) afin que celles qui sont accordées selon les dispositions de la loi sur l'aide sociale (LASoc) soient indexées d'un taux identique à celui de l'indexation des salaires du personnel de l'Etat. Cette indexation se justifie pour tous les employés des organisations subventionnées selon la LASoc, à l'instar des EMS, des organisations d'accueil de personnes en situation de handicap et de toutes les organisations soumises à la CCT Fopis.

II. Réponse du Conseil d'Etat

En préambule, le Conseil d'Etat rappelle que face à la perte du pouvoir d'achat liée à l'inflation, il a décidé en 2022 de revaloriser les salaires du personnel de l'Etat à hauteur de 2,74 %, soit l'entier de l'adaptation de l'indice des prix à la consommation (IPC). Le coût de l'indexation s'élève à 35,8 millions de francs en 2023.

Il existe une grande variété de contributions découlant de la LSub qui sont octroyées par l'Etat à des bénéficiaires extérieurs à l'administration cantonale. Un inventaire est dressé en annexe du règlement sur les subventions (RSub). Cet inventaire comprend notamment la prise en charge des frais des services sociaux spécialisés relevant de l'article 14 al. 1 de la LASoc, dont le financement est réglé à l'article 32a let. d de cette loi.

Ces services spécialisés assurent une aide spécifique à des publics avec des besoins particuliers (sans-abrisme, dépendance, surendettement, etc.) et agissent en complémentarité avec les SSR, mis en place par les communes, là où ces derniers ne peuvent apporter un soutien aussi spécialisé. Ces organisations disposaient depuis de nombreuses années d'une convention de collaboration conclue avec la DSAS. Depuis 2019, un travail conjoint entre le Service de l'action sociale (SASoc) et les services sociaux spécialisés a été entrepris afin de convertir ces conventions en mandats de prestations, soit une forme de partenariat conclu entre les collectivités publiques et la société civile. Ces mandats sont établis en regard de la LSub. De ce fait, ils respectent des principes de

financement stricts, répondent à des critères en matière de suivi et constituent des instruments de gestion de politique publique.

Les services sociaux spécialisés ayant un mandat de prestations selon l'art. 14 LASoc sont actuellement les suivants : Association La Tuile, Association Banc public, Association Fri-Santé, Pro Infirmis, Pro Senectute, Caritas Fribourg, Fondation Le Tremplin, Ligue contre le cancer, SOS futures mamans, espacefemmes-frauenraum.

Comme l'indique l'article 14 al. 1 LASoc, l'Etat peut confier à des institutions privées le mandat d'octroyer l'aide sociale à certains groupes de personnes. Il procède ainsi à une délégation de tâches qu'il doit assumer d'un point de vue légal ou qu'il veut promouvoir au sens d'une politique publique. Le financement de ces services varie en fonction de trois facteurs. Premièrement, les cadres légaux sont différents. Les structures comme le Tremplin, La Ligue fribourgeoise contre le cancer, Pro Senectute ou Pro Infirmis ont des contrats de prestations avec des Offices fédéraux, en particulier l'Office fédéral des assurances sociales. Deuxièmement, on relève des variations en fonction de la nature des tâches réalisées par une organisation et le rôle que l'Etat doit assurer par rapport aux tâches qu'il délègue. L'hébergement d'urgence est par exemple une obligation de l'Etat mise en œuvre par La Tuile. Pour cette activité, il n'y a pas de contribution financière de l'association qui est le support juridique ; l'entier des coûts est pris en charge par l'Etat et la Loterie romande. En revanche, les activités de La Tuile en matière de soutien à l'hébergement sont financées tant par des deniers publics que par une contribution de l'association (dons privés ou produit de l'activité). Troisièmement, certaines structures remplissent des tâches correspondant à différentes politiques cantonales et bénéficient de fait de plusieurs subventions gérées par différents services ou Directions de l'Etat. La situation de ces différentes structures n'est donc pas comparable.

La LSub ne prévoit pas d'indexation automatique des subventions (art. 20), car ces contributions sont de nature variée et toutes ne justifieraient pas une telle mesure. Toutefois, par précaution, l'article 20 comprend au 2^{ème} alinéa une disposition qui permet le cas échéant d'adapter périodiquement une subvention à l'évolution des prix. Le Conseil d'Etat fait régulièrement usage de cette possibilité, et c'est précisément ce qui a donné la latitude au Conseil d'Etat pour prévoir une indexation des services sociaux spécialisés précités dans le cadre du budget 2024. Cette indexation est calculée sur la part des salaires subventionnés. Les coûts supplémentaires découlant de cette indexation en faveur des institutions concernées s'élèvent à 77 000 francs.

Autrement dit, l'adaptation demandée par les députés dans leur motion n'est pas nécessaire puisque la base légale permettant le mécanisme d'indexation souhaité est déjà disponible et a été appliquée. Elle n'est pas non plus souhaitable. Tant le Conseil d'Etat que le Grand Conseil doivent pouvoir disposer d'une certaine marge de manœuvre dans le cadre du budget de l'Etat. Or, la fixation de normes ou d'automatismes dans une loi restreignent de facto cette marge de manœuvre, alors que l'exigence constitutionnelle de l'équilibre budgétaire implique que des solutions soient systématiquement trouvées pour y parvenir.

III. Conclusion

Le Conseil d'Etat invite par conséquent le Grand Conseil à refuser la présente motion visant à modifier l'actuelle loi sur les subventions (LSub), la base légale étant déjà suffisante pour procéder aux indexations souhaitées dans le cadre de l'application de l'article 14 LASoc et le Conseil d'Etat

appliquant déjà ces dispositions pour procéder à ces indexations. Il estime qu'il n'est pas judicieux de fixer de nouveaux automatismes rigides dans le cadre de l'élaboration du budget de l'Etat.



Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss

Motion 2023-GC-87

Subventionsgesetz vom 17. November 1999: Artikel 20

Urheber:	Rey Benoît / Wicht Jean-Daniel
Anzahl Mitunterzeichner/innen:	29
Einreichung:	24.03.2023
Begründung:	24.03.2023
Überweisung an den Staatsrat:	24.03.2023
Antwort des Staatsrats:	23.01.2024

I. Zusammenfassung der Motion

In ihrer am 24. März 2023 eingereichten und gleichentags begründeten Motion verlangen die Motionäre die Anpassung von Artikel 20 des Subventionsgesetzes vom 17. November 1999 (SubG), damit die Subventionen, die gemäss den Bestimmungen des Sozialhilfegesetzes (SHG) gewährt werden, mit dem gleichen Satz indexiert werden wie die Löhne des Staatspersonals. Diese Indexierung ist für alle Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter von Organisationen gerechtfertigt, die nach dem SHG subventioniert werden, wie Pflegeheime, Organisationen zur Betreuung von Menschen mit Behinderungen und sämtliche Organisationen, die dem VOPSI-GAV unterstellt sind.

II. Antwort des Staatsrats

Einleitend erinnert der Staatsrat daran, dass er angesichts des inflationsbedingten Kaufkraftverlusts beschlossen hat, die Löhne des Staatspersonals im Jahr 2022 um 2,74 % anzuheben, was der vollen Anpassung des Landesindex der Konsumentenpreise (LIK) entspricht. Die Kosten für die Indexierung belaufen sich im Jahr 2023 auf 35,8 Millionen Franken.

Es gibt eine Vielzahl von Beiträgen, die sich aus dem Subventionsgesetz ergeben und vom Staat an Begünstigte ausserhalb der Kantonsverwaltung gewährt werden. Das Verzeichnis der Subventionen ist im Anhang des Subventionsreglements (SubR) angeführt. Dieses Verzeichnis umfasst insbesondere die Übernahme der Kosten für spezialisierte Sozialdienste, die unter Artikel 14 Abs. 1 SHG fallen, deren Finanzierung in Artikel 32a Bst. d desselben Gesetzes geregelt ist.

Die spezialisierten Sozialdienste gewährleisten spezifische Hilfe für Zielgruppen mit besonderen Bedürfnissen (Obdachlosigkeit, Sucht, Überschuldung usw.) und agieren ergänzend zu den von den Gemeinden eingerichteten RSD, wo diese keine ähnlich spezialisierte Unterstützung leisten können. Diese Organisationen verfügten seit vielen Jahren über eine Zusammenarbeitsvereinbarung mit der GSD. Seit 2019 arbeiten das Kantonale Sozialamt (KSA) und die spezialisierten Sozialdiensten daran, diese Vereinbarungen in Leistungsaufträge umzuwandeln, d. h. eine Form der Partnerschaft, die zwischen der öffentlichen Hand und der Zivilgesellschaft geschlossen wird. Diese Aufträge

werden nach dem SubG vergeben; sie entsprechen daher den strikten Finanzierungsgrundsätzen und Bewertungskriterien und stellen Managementinstrumente der öffentlichen Politik dar.

Die spezialisierten Sozialdienste mit einem Leistungsauftrag nach Artikel 14 SHG sind derzeit die folgenden: Verein *La Tuile*, Verein *Banc Public*, Verein *Fri-Santé*, Pro Infirmis, Pro Senectute, Caritas Freiburg, Stiftung *Le Tremplin*, Krebsliga, SOS werdende Mütter, espacefemmes-frauenraum.

Gemäss Artikel 14 Abs. 1 SHG kann der Kanton die Gewährung der Sozialhilfe an bestimmte Personengruppen durch Vereinbarung privaten Institutionen übertragen. Er nimmt damit eine Übertragung von Aufgaben vor, die er aus rechtlicher Sicht übernehmen muss oder die er im Sinne einer öffentlichen Politik fördern will. Die Finanzierung dieser Dienstleistungen hängt von drei Faktoren ab: Erstens sind die rechtlichen Rahmenbedingungen unterschiedlich. Strukturen wie *Le Tremplin*, die Krebsliga, Pro Senectute oder Pro Infirmis haben Leistungsverträge mit Bundesämtern, insbesondere mit dem Bundesamt für Sozialversicherungen. Zweitens gibt es Unterschiede bei der Art der von einer Organisation ausgeführten Aufgaben und der Rolle, die der Staat im Vergleich zu den von ihm übertragenen Aufgaben übernehmen muss. Die Notunterbringung ist zum Beispiel eine Verpflichtung des Staates, die von *La Tuile* umgesetzt wird. Für diese Tätigkeit gibt es keinen finanziellen Beitrag des Vereins, welcher der Rechtsträger ist; die gesamten Kosten werden vom Staat und der Loterie Romande übernommen. Die Tätigkeiten von *La Tuile* in Sachen Unterstützung der Unterbringung werden hingegen sowohl durch öffentliche Gelder als auch durch einen Beitrag des Vereins (private Spenden oder Einnahmen aus der Tätigkeit) finanziert. Drittens erfüllen einige Strukturen Aufgaben, die unterschiedlichen kantonalen Politiken entsprechen, und erhalten de facto mehrere Subventionen, die von verschiedenen staatlichen Dienststellen oder Direktionen verwaltet werden. Die Situation dieser unterschiedlichen Strukturen ist daher nicht vergleichbar.

Das SubG sieht keine automatische Indexierung von Subventionen vor (Art. 20), da diese Beiträge unterschiedlicher Natur sind und nicht alle eine solche Massnahme rechtfertigen würden. Sicherheitshalber enthält Artikel 20 in Absatz 2 jedoch eine Bestimmung, die es gegebenenfalls ermöglicht, eine Subvention periodisch der Preisentwicklung anzupassen. Der Staatsrat macht regelmässig von dieser Möglichkeit Gebrauch, und genau diese Bestimmung gab dem Staatsrat den Spielraum, im Rahmen des Voranschlags 2024 eine Indexierung der oben genannten spezialisierten Sozialdienste vorzusehen. Diese Indexierung wird auf den Anteil der subventionierten Löhne berechnet. Die Zusatzkosten, die sich aus dieser Indexierung zugunsten der betroffenen Institutionen ergeben, belaufen sich auf 77 000 Franken.

Mit anderen Worten: Die von den Grossräten in ihrer Motion geforderte Anpassung ist nicht notwendig, da die gesetzliche Grundlage für den gewünschten Indexierungsmechanismus bereits besteht und Anwendung findet. Zudem ist eine solche Anpassung auch nicht wünschenswert. Sowohl der Staatsrat als auch der Grosse Rat müssen im Rahmen des Staatsvoranschlags einen gewissen Handlungsspielraum haben. Die Festlegung von Normen oder Automatismen in einem Gesetz schränkt diesen Handlungsspielraum jedoch de facto ein, obgleich das verfassungsmässige Erfordernis eines ausgeglichenen Voranschlags impliziert, dem jeweiligen Fall angepasste Lösungen zu finden.

III. Schlussfolgerung

Der Staatsrat fordert den Grossen Rat daher auf, die vorliegende Motion zur Änderung des geltenden Subventionsgesetzes (SubG) abzulehnen, da die gesetzliche Grundlage bereits ausreicht, um die gewünschten Indexierungen im Rahmen der Anwendung von Artikel 14 SHG vorzunehmen, und der Staatsrat diese Bestimmungen bereits anwendet, um diese Indexierungen durchzuführen. Er hält es nicht für sinnvoll, im Rahmen der Erstellung des Staatsvoranschlags neue, starre Automatismen festzulegen.



Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

Motion 2023-GC-48

Elimination des inégalités dans l'obtention d'allocations familiales pour les familles recomposées

Auteur-e-s :	Kubski Grégoire / Rey Alizée
Nombre de cosignataires :	0
Dépôt :	21.02.2023
Développement :	21.02.2023
Transmission au Conseil d'Etat :	22.02.2023
Réponse du Conseil d'Etat :	30.01.2024

I. Résumé de la motion

Par motion déposée et développée le 21 février 2023, les motionnaires relèvent que le cadre légal en matière d'allocations familiales n'est pas adapté à la réalité des familles recomposées.

En effet, le supplément de 20 francs par enfant accordé dès le troisième enfant est accordé sur la base de l'ayant-droit et non pas du ménage, ce qui selon les motionnaires défavorise les familles recomposées vivant sous un même toit. Les motionnaires donnent l'exemple d'un foyer composé d'un père, d'une mère, de deux enfants issus d'une première relation de la mère et de deux autres enfants communs, pour lequel le supplément de 20 francs serait ou non accordé selon qui est l'ayant droit. Les motionnaires précisent que d'autres cantons comme le canton de Vaud, de Genève et du Valais ont déjà adapté leur législation afin de tenir compte des nouvelles formes familiales et de ne pas discriminer les familles recomposées.

Les motionnaires demandent en conséquence au Conseil d'Etat d'adapter la LAFC afin que soit pris en compte le ménage commun des familles recomposées et pour que le supplément soit octroyé quand bien même chaque parent devait être un ayant droit distinct pour une partie des enfants au sens de l'article 7 LAFam.

II. Réponse du Conseil d'Etat

1. Régime des allocations familiales

En préambule, le Conseil d'Etat précise que la question des allocations familiales est un sujet complexe, régi à la fois par la législation fédérale (loi fédérale sur les allocations familiales [LAFam], RS 836.2) et cantonale (loi sur les allocations familiales [LAFC], RSF 836.1), et impliquant plusieurs entités. En effet, ces allocations sont financées par les employeurs/euses et les demandes sont traitées par les Caisses de compensation auxquelles ceux-ci sont affiliés. Sur le territoire du canton de Fribourg, cela représente plus de 50 Caisses de compensation, sans compter les Caisses de compensation actives hors canton qui versent des prestations pour des enfants domiciliés dans le canton.

Si le Conseil d'Etat estime pertinent de soulever la question d'une meilleure prise en compte de la réalité des familles recomposées dans le cadre des allocations familiales, il lui semble toutefois qu'un glissement du critère de l'ayant droit à celui du ménage pour accorder un supplément dès le 3^e enfant ne serait pas une solution adéquate. A relever que ce point de vue est partagé par la Fédération des caisses fribourgeoises de compensation pour allocations familiales (FEDAF), à qui la motion a été soumise pour préavis.

Tout d'abord, si toutes les Caisses avaient l'obligation de déterminer d'office s'il y a plus de deux enfants dans un ménage, elles devraient nouvellement exiger et analyser une attestation du contrôle des habitants de la commune pour toute demande d'allocations. En effet, à l'heure actuelle, les Caisses de compensation n'ont pas connaissance de la composition exacte d'un ménage car celle-ci n'a pas d'influence sur le versement des allocations. Compte tenu du fait qu'environ 60 000 enfants et jeunes adultes donnent droit à des allocations familiales, cela représente également une charge administrative supplémentaire pour les communes, qui devront attester la composition du ménage.

En outre, la législation fédérale fixe un cadre général auquel il n'est pas possible de déroger. Celle-ci détermine notamment qui sont les personnes pouvant faire valoir un droit aux allocations familiales (art. 4 LAFam) et, s'il y en a plusieurs pour un même enfant, laquelle sera considérée comme l'ayant droit prioritaire (art. 7 LAFam), étant précisé qu'une seule allocation du même genre peut être versée par enfant (art. 6 LAFam). Ainsi, même si la motion était acceptée et que le supplément dès le 3^e enfant était versé selon le critère du ménage et non de l'ayant droit, il continuerait à y avoir des familles recomposées avec plusieurs ayants droit prioritaires différents, dont certains vivant même potentiellement hors du ménage voire du canton, et potentiellement affiliés à des Caisses de compensation différentes.

Cette multiplication des ayant droit concernera en particulier les couples non mariés, dans la mesure où l'article 4 de la loi fédérale donne droit aux allocations uniquement au conjoint ou à la conjointe de l'ayant-droit et non pas pour le ou la concubin-e. En ce qui concerne spécifiquement le concubinage, il conviendrait également d'éclaircir si le supplément d'allocation devrait être versé à partir des 5 ans de vie commune, délai utilisé dans d'autres domaines de la sécurité sociale.

En conséquence, dans les cas d'un ménage avec trois enfants ou plus et des ayants droit prioritaires différents, les informations pertinentes seront potentiellement séparées et réparties sur plusieurs dossiers dans des caisses d'allocations différentes. Aucune d'entre elles ne disposerait de l'entier des informations relatives à un ménage. De plus, pour un même enfant, l'ayant droit prioritaire peut changer au fil du temps, notamment en fonction de la situation professionnelle ou matrimoniale des parents ou suite à un changement dans l'autorité parentale ou la garde, ce qui complexifie le traitement du dossier en particulier pour les familles recomposées.

Ainsi, le versement de l'allocation présuppose des règles pour déterminer quels enfants donnent droit au supplément et, surtout, un effort de coordination et d'instruction important par rapport au montant en jeu. Cela augmenterait sensiblement la durée du traitement d'une demande ainsi que les frais d'administration. Ces frais supplémentaires seraient à la charge des employeurs/euses.

Par ailleurs, la modification demandée dans la motion ne pourra jamais exclure toute inégalité car il est possible qu'un des ayants droit prioritaire soit affilié à une Caisse de compensation ne pratiquant pas sur le canton de Fribourg, et que celle-ci verse une des prestations sans tenir compte de la composition du ménage.

Le Conseil d'Etat souligne que la grande majorité des cantons suisses ne connaissent pas cette problématique, puisqu'ils ne prévoient pas de supplément pour le troisième enfant. Il relève que les quelques cantons romands versant un tel supplément et qui ont adapté leur législation dans le sens de la motion ne sont pas en mesure de régler toutes les situations. Certains d'entre eux exigent notamment une demande expresse de la famille concernée. Cela a pour conséquence une certaine inégalité de traitement supplémentaire, puisque seule une partie des ayants droits ont connaissance de cette possibilité et déposent effectivement une telle demande.

Pour toutes ces raisons, le Conseil d'Etat est d'avis qu'il n'est pas possible de résoudre complètement la problématique des familles recomposées avec la modification proposée dans la motion.

Le Conseil d'Etat invite donc le Grand Conseil à refuser la motion.



Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss

Motion 2023-GC-48

Beseitigung von Benachteiligungen von Patchwork-Familien in Bezug auf Familienzulagen

Urheber/in:	Kubski Grégoire / Rey Alizée
Anzahl Mitunterzeichner/innen:	0
Einreichung:	21.02.2023
Begründung:	21.02.2023
Überweisung an den Staatsrat:	22.02.2023
Antwort des Staatsrats:	30.01.2024

I. Zusammenfassung der Motion

In ihrer am 21. Februar 2023 eingereichten und begründeten Motion heben die Motionärin und der Motionär hervor, dass der gesetzliche Rahmen für die Familienzulagen der Realität der Patchwork-Familien nicht gerecht wird.

Der ab dem dritten Kind gewährte Zuschlag von 20 Franken pro Kind wird auf der Grundlage des Anspruchsberechtigten und nicht des Haushalts gewährt. Dies benachteiligt nach Ansicht der Motionärin und des Motionärs Patchwork-Familien, die im gleichen Haushalt leben. Als Beispiel führen die Motionärin und der Motionär einen Haushalt mit Vater, Mutter, zwei Kindern aus der ersten Beziehung der Mutter und zwei weiteren gemeinsamen Kindern an. Ob der Zuschlag von 20 Franken gewährt wird, hängt davon ab, wer anspruchsberechtigt ist. Die Motionärin und der Motionär weisen darauf hin, dass andere Kantone wie Waadt, Genf und Wallis ihre Gesetzgebung bereits angepasst haben. So werden neue Familienformen berücksichtigt und Patchwork-Familien nicht diskriminiert.

Die Motionärin und der Motionär fordern deshalb den Staatsrat auf, das FZG anzupassen, sodass der gemeinsame Haushalt von Patchwork-Familien berücksichtigt wird. Ebenso soll der Zuschlag gewährt werden, wenn jeder Elternteil für einen Teil der Kinder gemäss Artikel 7 FZG gesondert anspruchsberechtigt ist.

II. Antwort des Staatsrats

1. System der Familienzulagen

Der Staatsrat weist einleitend darauf hin, dass das Thema Familienzulagen komplex ist, da sie sowohl durch die Bundesgesetzgebung (Bundesgesetz über die Familienzulagen [FamZG], SR 836.2) als auch durch die kantonale Gesetzgebung (Gesetz über die Familienzulagen [FZG], SGF 836.1) geregelt werden und mehrere Stellen betreffen. Die Zulagen werden von den Arbeitgebern finanziert und die Gesuche werden von den Ausgleichskassen bearbeitet, denen die Arbeitgeber angeschlossen sind. Für den Kanton Freiburg bedeutet dies mehr als 50 Ausgleichskassen, wobei die

ausserkantonalen Ausgleichskassen, die Leistungen für im Kanton wohnhafte Kinder ausrichten, nicht mitgerechnet sind.

Der Staatsrat hält es für angebracht, die Frage nach einer besseren Berücksichtigung der Realität der Patchwork-Familien hinsichtlich Familienzulagen aufzuwerfen. Der Wechsel vom Kriterium des Anspruchsberechtigten für die Gewährung des Zuschlags ab dem dritten Kind hin zum Kriterium des Haushalts ist jedoch keine angemessene Lösung. Diese Ansicht vertritt auch die Vereinigung der Freiburgischen Ausgleichskassen für Familienzulagen (FEDAF), der die Motion zur Stellungnahme unterbreitet wurde.

Wenn alle Kassen von Amtes wegen feststellen müssten, ob mehr als zwei Kinder in einem Haushalt leben, müssten sie neu für jeden Antrag eine Bestätigung der Einwohnerkontrolle der Gemeinde verlangen und prüfen. Zurzeit verfügen die Kassen über keine Informationen über die genaue Zusammensetzung der Haushalte, da dies keinen Einfluss auf die Ausrichtung der Zulagen hat. Die Bestätigung der Haushaltszusammensetzung für rund 60 000 Kinder und junge Erwachsene, für die ein Anspruch auf Familienzulagen besteht, würde für die Gemeinden einen zusätzlichen Verwaltungsaufwand bedeuten.

Darüber hinaus gibt die Bundesgesetzgebung einen allgemeinen Rahmen vor, von dem nicht abgewichen werden kann. Das Gesetz bestimmt insbesondere, wer einen Anspruch auf Familienzulagen geltend machen kann (Art. 4 FamZG). Sind mehrere Personen für das gleiche Kind anspruchsberechtigt, regelt das Gesetz wer prioritär Anspruch hat (Art. 7 FamZG), wobei nur eine Zulage der gleichen Art ausgerichtet werden kann (Art. 6 FamZG). Selbst wenn die Motion angenommen würde und der Zuschlag ab dem dritten Kind nach dem Kriterium des Haushalts und nicht der anspruchsberechtigten Person ausgerichtet würde, gäbe es weiterhin Patchwork-Familien mit mehreren verschiedenen prioritär anspruchsberechtigten Personen. Einige dieser Anspruchsberechtigten könnten sogar ausserhalb des Haushalts oder des Kantons wohnen und verschiedenen Ausgleichskassen angeschlossen sein.

Diese Ausweitung des Kreises der Anspruchsberechtigten würde insbesondere unverheiratete Paare betreffen, da Artikel 4 des Bundesgesetzes den Anspruch auf Zulagen nur für den/die Ehepartner/in der anspruchsberechtigten Person und nicht für den/die Konkubinatspartner/in vorsieht. Insbesondere in Bezug auf das Konkubinat müsste geklärt werden, ob der Zuschlag – wie in anderen Bereichen der sozialen Sicherheit – ab fünf Jahren des Zusammenlebens ausgerichtet würde.

Folglich wären die relevanten Informationen bei Haushalten mit drei oder mehr Kindern und verschiedenen prioritär Anspruchsberechtigten womöglich getrennt und auf mehrere Dossiers bei verschiedenen Ausgleichskassen verteilt. Keine Ausgleichskasse hätte alle Informationen zu einem Haushalt. Darüber hinaus kann sich im Laufe der Zeit ändern, wer prioritär für ein Kind anspruchsberechtigt ist, z. B. aufgrund der beruflichen oder ehelichen Situation der Eltern, infolge einer Änderung der elterlichen Sorge oder der Obhut. Dies würde insbesondere bei Patchwork-Familien die Bearbeitung des Dossiers erschweren.

So müsste die Ausrichtung der Zulagen nach Regeln erfolgen, die festlegen, welche Kinder den Zuschlag auslösen. Der Aufwand für die Koordination und Anweisung im Verhältnis zum Betrag wäre hoch. Dies würde die Bearbeitungszeit und die Verwaltungskosten für ein Gesuch erheblich erhöhen und die zusätzlichen Kosten müssten von den Arbeitgebern getragen werden.

Im Übrigen kann die in der Motion geforderte Änderung nie alle Benachteiligungen ausschliessen. So könnte z. B. eine ausserkantonale Ausgleichskasse der ihr angehörenden prioritär anspruchsberechtigten Person Leistungen ausrichten, ohne die Haushaltszusammensetzung zu berücksichtigen.

Der Staatsrat betont, dass die grosse Mehrheit der Schweizer Kantone diese Problematik nicht kennt, da sie keinen Zuschlag ab dem dritten Kind vorsehen. Er weist auch darauf hin, dass die wenigen Westschweizer Kantone, die einen Zuschlag ausrichten und ihre Gesetzgebung im Sinne der Motion angepasst haben, nicht alle Fälle abdecken können. Einige Kantone verlangen ein ausdrückliches Gesuch der betroffenen Familie. Dies führt wiederum zu einer Ungleichbehandlung, da nur ein Teil der Anspruchsberechtigten von dieser Möglichkeit Kenntnis hat und tatsächlich ein solches Gesuch stellt.

Aus all diesen Gründen ist der Staatsrat der Ansicht, dass es nicht möglich ist, die Problematik der Patchwork-Familien mit der in der Motion vorgeschlagenen Änderung vollständig zu lösen.

Der Staatsrat schlägt deshalb dem Grossen Rat vor, die Motion abzulehnen.



Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

Motion 2023-GC-171

Adaptation automatique des forfaits d'entretien d'aide sociale aux recommandations de la CSIAS

Auteures :	Levrat Marie / Pythoud-Gaillard Chantal
Nombre de cosignataires :	0
Dépôt :	10.07.2023
Développement :	10.07.2023
Transmission au Conseil d'Etat :	10.07.2023
Réponse du Conseil d'Etat :	12.12.2023

I. Résumé de la motion

Par motion déposée et développée le 10 juillet 2023, les Députées demandent au Conseil d'Etat de créer une base légale permettant d'adapter automatiquement les forfaits pour l'entretien de l'aide sociale aux montants recommandés par la Conférence suisse des institutions d'action sociale.

II. Réponse du Conseil d'Etat

Dans sa réponse du 13 juin 2023 à la question 2022-CE-469 des Députées Marie Levrat et Chantal Pythoud-Gaillard « Adaptation des forfaits d'entretien d'aide sociale – Pourquoi ce retard du canton ? », le Conseil d'Etat s'est positionné face à un alignement automatique du montant forfaitaire pour l'entretien sur les normes de la Conférence suisse des institutions d'action sociale (ci-après CSIAS). Il tient à rappeler dans ce contexte les éléments suivants.

L'aide sociale dans le canton de Fribourg est régie selon les dispositions prévues par la loi cantonale du 14 novembre 1991 sur l'aide sociale (LASoc - RSF 831.0.1). Elle comprend la prévention, l'aide personnelle, l'aide matérielle et la mesure d'insertion sociale. L'aide matérielle est octroyée conformément à l'Ordonnance du 2 mai 2006 fixant les normes de calcul de l'aide matérielle de la loi sur l'aide sociale (RSF 831.0.12). L'art. 22a al. 1 LASoc précise clairement la compétence en la matière : « Le Conseil d'Etat édicte les normes de calcul de l'aide matérielle, en se référant aux normes de la Conférence suisse des institutions d'action sociale. Il consulte préalablement les commissions sociales et les milieux intéressés. »

Ce système, en vigueur dans notre canton depuis des années, a fait ses preuves. Ainsi, lorsque la CSIAS émet des recommandations pour l'adaptation à l'évolution des prix et des salaires du forfait d'entretien de l'aide sociale, le Conseil d'Etat consulte préalablement les commissions sociales et l'Association des communes fribourgeoises. Cela permet à notre canton de maintenir sa souveraineté pour l'appréciation nécessaire quant aux spécificités qui lui sont propres et pondérer au besoin d'éventuels ajustements. En effet, le Conseil d'Etat doit pouvoir fixer le barème en regard

des incidences sur le budget de l'Etat et de ses propres priorités, et cas échéant procéder aux arbitrages indispensables à l'atteinte de l'équilibre budgétaire.

Le Conseil d'Etat tient à rappeler qu'il suit de près les recommandations émises par la CSIAS. Suite à la décision en 2022 du Conseil fédéral d'augmenter les rentes AVS/AI de 2.5 %, la CSIAS et la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales (CDAS) ont recommandé l'adaptation du forfait pour l'entretien à 1031 francs par mois, pour une personne, au 1^{er} janvier 2023. Le Conseil d'Etat a décidé de procéder directement à cette dernière adaptation, lors de sa séance du 7 mars 2023, en autorisant une nouvelle consultation pour appliquer cette recommandation et en procédant en deux étapes. Le forfait pour l'entretien passera d'abord à 1015 francs dès le 1^{er} janvier 2024 puis à 1031 francs dès le 1^{er} janvier 2025.

Ainsi, le Conseil d'Etat estime qu'il n'y a pas de nouveaux motifs justifiant une réévaluation de sa position et que les arguments en défaveur d'un alignement automatique sur les normes CSIAS, tels que présentés dans la question 2022-CE-469, sont toujours valables.

III. Conclusion

Sur la base de ces remarques, le Conseil d'Etat invite le Grand Conseil à rejeter la présente motion.



Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss

Motion 2023-GC-171

Automatische Anpassung des Grundbedarfs für den Lebensunterhalt in der Sozialhilfe an die Empfehlungen der SKOS

Urheberinnen:	Levrat Marie / Pythoud-Gaillard Chantal
Anzahl Mitunterzeichner/innen:	0
Einreichung:	10.07.2023
Begründung:	10.07.2023
Überweisung an den Staatsrat:	10.07.2023
Antwort des Staatsrats:	12.12.2023

I. Zusammenfassung der Motion

In ihrer am 10. Juli 2023 eingereichten und begründeten Motion bitten die Grossrätinnen den Staatsrat, eine Gesetzesgrundlage zu schaffen, die es ermöglicht, den Grundbedarf für den Lebensunterhalt in der Sozialhilfe automatisch an die von der Schweizerischen Konferenz für Sozialhilfe empfohlenen Beträge anzupassen.

II. Antwort des Staatsrats

In seiner Antwort vom 13. Juni 2023 auf die Anfrage 2022-CE-469 der Grossrätinnen Marie Levrat und Chantal Pythoud-Gaillard «Anpassung des Grundbedarfs für den Lebensunterhalt in der Sozialhilfe – Warum diese Verzögerung im Kanton Freiburg?» positionierte sich der Staatsrat gegenüber einer automatischen Anpassung des Grundbedarfs für den Lebensunterhalt an die Richtlinien der Schweizerischen Konferenz für Sozialhilfe (SKOS). Er erinnert in diesem Zusammenhang an Folgendes:

Die Sozialhilfe im Kanton Freiburg ist durch die Bestimmungen des kantonalen Gesetzes vom 14. November 1991 über die Sozialhilfe (SHG; SGF 831.0.1) geregelt. Sie umfasst die Vorbeugung, die persönliche Hilfe, die materielle Hilfe und die Massnahme zur sozialen Eingliederung (Eingliederungsmassnahme). Die materielle Hilfe wird gemäss Verordnung vom 2. September 2006 über die Richtsätze für die Bemessung der materiellen Hilfe nach dem Sozialhilfegesetz (SGF 831.0.12) gewährt. In Artikel 22a Abs. 1 SHG sind die Zuständigkeiten klar geregelt: «Der Staatsrat erlässt Richtsätze für die Berechnung der materiellen Hilfe. Dabei bezieht er sich auf die Richtlinien der Schweizerischen Konferenz für Sozialhilfe. Er hört vorgängig die Sozialkommissionen und betroffenen Kreise an.»

Dieses Vorgehen wird seit Jahren angewendet und hat sich bewährt. Nachdem also die SKOS Empfehlungen zur Anpassung des Grundbedarfs für den Lebensunterhalt in der Sozialhilfe an die Preis- und Lohnentwicklung erlässt, hört der Staatsrat die Sozialkommissionen und den Freiburger Gemeindeverband an. So behält der Kanton die Entscheidungsfreiheit, damit er die notwendige

Einschätzung in Bezug auf die Besonderheiten des Kantons treffen und bei Bedarf gewisse Anpassungen vornehmen kann. Denn der Staatsrat muss in der Lage sein, die Unterhaltspauschalen unter Berücksichtigung der Auswirkungen auf den Staatsvoranschlag und seiner eigenen Prioritäten festzulegen, und allenfalls die Entscheidungen treffen, die für einen ausgeglichenen Haushalt notwendig sind.

Der Staatsrat möchte daran erinnern, dass er die von der SKOS erlassenen Empfehlungen genau verfolgt. Nachdem der Bundesrat im Jahr 2022 eine Erhöhung der AHV/IV-Renten um 2,5 % beschlossen hatte, haben die SKOS und die Konferenz der kantonalen Sozialdirektorinnen und Sozialdirektoren (SODK) empfohlen, den Grundbedarf für den Lebensunterhalt per 1. Januar 2023 auf 1031 Franken pro Monat für eine Einzelperson anzupassen. In seiner Sitzung vom 7. März 2023 hat der Staatsrat darum beschlossen, diese Anpassung unmittelbar anzuwenden, und eine neue Vernehmlassung genehmigt. Die Einführung erfolgt in zwei Schritten: Per 1. Januar 2024 wird der Grundbedarf für den Lebensunterhalt zunächst auf 1015 Franken angehoben, ab dem 1. Januar 2025 auf 1031 Franken.

Der Staatsrat ist darum der Ansicht, dass keine Gründe für eine Neubewertung seiner Position vorliegen. Die Argumente gegen eine automatische Anpassung an die SKOS-Richtlinien, die bereits in der Anfrage 2022-CE-469 dargelegt wurden, sind weiterhin gültig.

III. Fazit

Auf dieser Grundlage lädt der Staatsrat den Grossen Rat ein, diese Motion abzulehnen.



Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

Motion 2022-GC-216

Introduire une session cantonale des jeunes dans la Loi sur l'enfance et la jeunesse

Auteurs :	Rodriguez Rose-Marie / Baschung Carole
Nombre de cosignataires :	31
Dépôt :	14.12.2022
Développement :	14.12.2022
Transmission au Conseil d'Etat :	14.12.2022
Réponse du Conseil d'Etat :	05.02.2024

I. Résumé de la motion

Par motion déposée et développée le 14 décembre 2022, les députées Rose-Marie Rodriguez et Carole Baschung demandent d'introduire une Session cantonale des jeunes dans la Loi sur l'enfance et la jeunesse (LEJ ; RSF 835.5).

Aux vues du réel succès de l'événement et à la suite de la demande des participant-e-s, des bénévoles et des membres de l'organisation, les motionnaires demandent que la LEJ soit modifiée afin :

- > d'introduire l'obligation pour le Conseil d'Etat de soutenir l'organisation d'une Session cantonale des jeunes au minimum tous les deux ans en confiant le mandat à la Commission de l'enfance et de la jeunesse, au Conseil des jeunes ou à toute autre association fribourgeoise ;
- > d'introduire l'obligation pour le Conseil d'Etat d'inscrire au budget de l'Etat un soutien financier annuel ou biennuel régulier ;
- > d'introduire l'obligation pour le Conseil d'Etat de promouvoir activement la Session cantonale auprès des jeunes par le biais notamment d'une large communication au sein des divers établissements scolaires et de formation professionnelle du canton.

II. Réponse du Conseil d'Etat

1. Participation et citoyenneté des jeunes

La création et l'organisation d'une Session cantonale des jeunes est l'une des actions pour la réalisation de l'Objectif 2 de la [stratégie cantonale « Je participe ! »](#), « Encourager la participation et la citoyenneté »¹. La formation à la citoyenneté et la valorisation du droit à la participation des

¹ La création d'une session des jeunes fait partie des actions du domaine d'action 5 « Droit de s'exprimer et d'être entendu », Axe d'intervention 2 « Développer les structures et projets cantonaux favorisant la participation ».

jeunes sont des objectifs de la stratégie qui se renforcent mutuellement, et, ensemble, renforcent la démocratie de notre canton.

La participation citoyenne et politique, ainsi que la formation à la citoyenneté des jeunes, est un champ d'intervention important, néanmoins délicat et sujet à débat. En effet, la participation des 18-25 ans aux votations et élections est en général plus basse que dans le reste de la population². Malgré cela, une nette majorité des jeunes se disent convaincus que la politique est d'une grande utilité pour l'avenir de la Suisse selon le [monitoring politique Easyvote de 2017](#). En effet, les thématiques et les enjeux politiques des dernières années ont stimulé l'engagement politique dans les jeunesses de partis politiques, les groupes actifs en ligne ou encore les plateformes de participation politique. Ces engagements démontrent qu'il existe diverses formes de participation politique, notamment pour les mineur-e-s.

Au niveau national et dans plusieurs cantons, notamment ceux de Vaud, Genève, Valais et Berne, des sessions parlementaires des jeunes sont régulièrement organisées. Les parlements des jeunes valorisent le droit à la participation, inscrit dans la Convention des Droits de l'Enfant, et permettent aux jeunes d'acquérir des compétences politiques et d'instaurer des habitudes démocratiques. Une participation active des jeunes dans une démocratie améliore sa qualité et la cohésion de la société, grâce au renforcement de la représentation, de l'intégration et de la diversité des opinions.

Dans le canton de Fribourg, la LEJ attribuée à l'Etat de Fribourg la responsabilité de coordonner les mesures d'intégration politique en faveur des enfants et des jeunes³.

2. Organisation et bilan de la première édition de la Session fribourgeoise des jeunes (SFJ)

La première SFJ s'est tenue en novembre 2022 et a été coordonnée par Frisbee, le réseau fribourgeois des organisations de l'enfance et de la jeunesse. Frisbee a collaboré avec le Conseil des Jeunes (CJ), la Fédération Suisse des Parlements des Jeunes (FSPJ), ainsi qu'avec le secrétariat général de la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts (DIAF) et le Bureau de promotion des enfants et des jeunes (BPEJ). Plusieurs Directions de l'Etat, notamment la DIAF et la Direction de la santé et des affaires sociales (DSAS), ont été impliquées dans l'organisation de l'événement, notamment en étant représentées dans un groupe d'accompagnement du comité d'organisation de Frisbee⁴. Les écoles du degré secondaire supérieur (gymnases, écoles de culture générale et écoles de commerce) ont fait la promotion de la SFJ auprès de leurs élèves via les canaux habituels. Cet événement est par ailleurs en adéquation avec l'intention du nouveau programme-cadre de Matu2027 de renforcer l'éducation à la citoyenneté dans la formation des étudiants et étudiantes.

La SFJ, avec son format d'événement ponctuel, a permis de toucher un grand nombre de jeunes, notamment celles et ceux qui ne sont pas disposés à s'engager sur le long terme ou de manière continue. Les participant-e-s ont eu l'occasion de s'informer, s'exprimer et échanger sur plusieurs thématiques, accompagné-e-s par des modérateurs et modératrices. L'organisation de la SFJ à

² Kuenzi, R., Glatthard J. et Wälterlin, U. (2020). *Les jeunes aux urnes ? Il est temps de changer de perspective !* SWI swissinfo.ch. Repéré à <https://www.swissinfo.ch/fre/politique/les-jeunes-aux-urnes--il-est-temps-de-changer-de-perspective-/46101916>.

³ Art. 9, LEJ.

⁴ Frisbee – Réseau Fribourgeois des organisations de l'enfance et de la jeunesse, [Bilan de la première édition de la session fribourgeoise des jeunes – 26-27.11.22](#), 7.

L'Hôtel cantonal a permis aux jeunes de se familiariser de l'intérieur avec les lieux de la politique fribourgeoise et ses processus, tels que les étapes de l'élaboration des lois. Ainsi, cela a favorisé la création de synergies avec le Grand Conseil et de rencontres avec des politiciennes et politiciens, notamment par la prise en considération des propositions finales de la SFJ, qui ont été présentées au Président du Grand Conseil et à d'autres député-e-s. En définitive, la première SFJ a démontré qu'elle était un instrument qui contribue à atteindre les objectifs d'éducation à la citoyenneté et de renforcement du droit à la participation pour les jeunes inscrits dans la stratégie « Je participe ! ».

La participation à l'événement était gratuite et a fait l'objet d'une intense promotion spécialement de la part de l'association Frisbee. Les retours des modérateurs et modératrices ainsi que des participant-e-s étaient très positifs et révélaient un véritable enthousiasme sur l'expérience vécue⁵. Le comité d'organisation tire ainsi un bilan très positif de cette première édition.

Plusieurs pistes d'amélioration ainsi que la question de la périodicité de la SFJ ont été évoquées. Les jeunes participant-e-s étant favorables à une session annuelle alors que le comité d'organisation soulignait le défi organisationnel que représente une telle session.

Le financement était assuré par des contributions de la DIAF, de la DSAS, de certaines communes du Canton⁶ et de la Loterie romande.

3. Pistes de développement

Le Conseil d'Etat rejoint la proposition des motionnaires de pérenniser le soutien à une Session parlementaire des jeunes à travers une modification législative. En ce qui concerne l'organisation de la SFJ, le Conseil d'Etat considère pertinent de valoriser l'expertise de l'association Frisbee, en maintenant un rôle de soutien économique et administratif et en promouvant l'événement. Cette position est notamment justifiée par la volonté de respecter la nature et la philosophie de la SFJ – qui est née de l'initiative et de l'engagement des jeunes – ainsi que l'intention de l'association Frisbee de continuer à organiser la Session. Par conséquent, si l'organisation est assumée par les jeunes eux-mêmes, à l'exemple de la première édition, le soutien administratif de professionnel-le-s de l'Etat apparaîtrait nécessaire en appui, comme reconnu par le comité d'organisation de la première édition⁷.

Pour ce faire, et afin de favoriser un soutien coordonné aux initiatives en faveur de la participation et de la citoyenneté des jeunes, le Conseil d'Etat propose la constitution d'un groupe d'accompagnement chargé du soutien et de l'appui à l'organisation de la SFJ, présidé par la DSAS, et réunissant entre autres des représentant-e-s de la DIAF, de la DFAC, de la DEEF, de la Chancellerie d'Etat et du Secrétariat du Grand Conseil.

⁵ Les participants ont pris part à un sondage de satisfaction à la fin de la SFJ et les modérateurs ont donné des retours oraux au comité d'organisation. Un document de Frisbee – Réseau Fribourgeois des organisations de l'enfance et de la jeunesse, [Bilan de la première édition de la session fribourgeoise des jeunes – 26-27.11.22](#), 5 détaille ces retours.

⁶ Précisément, Frisbee – Réseau Fribourgeois des organisations de l'enfance et de la jeunesse, [Bilan de la première édition de la session fribourgeoise des jeunes – 26-27.11.22](#), 10, indique les communes suivantes : Belfaux, Corbieres, Ferpicloz., Fribourg, Gibloux, Kerzers, Pierrafortscha, Siviriez, St-Aubin, Tafers, Ueberstorf, Ulmiz, Val-de-Charmey, Wunnwill-Flamatt.

⁷ Frisbee – Réseau Fribourgeois des organisations de l'enfance et de la jeunesse, [Bilan de la première édition de la session fribourgeoise des jeunes – 26-27.11.22](#), 7.

D'autres mesures seront nécessaires pour la mise en place de la Session pour assurer l'égalité d'accès, la participation et la représentativité des jeunes Fribourgeois-e-s. Le Conseil d'Etat estime que cet événement doit toucher un nombre significatif de jeunes du canton (par exemple, une centaine à l'image du Parlement fribourgeois). Pour cela, sa communication et sa visibilité jouent des rôles essentiels ; une large campagne soutenue par l'Etat dans les écoles, les centres d'animation ou encore les associations extrascolaires est nécessaire pour toucher les jeunes de tous les horizons.

Ainsi, le Conseil d'Etat propose de modifier la LEJ afin de :

- > soutenir une Session cantonale parlementaire des jeunes tous les deux ans ;
- > instituer un comité d'accompagnement de la Session des jeunes coordonné par la Déléguée à l'enfance et à la jeunesse et ses collaborateurs et collaboratrices au sein du SEJ ;
- > préciser que la Session des jeunes est supportée administrativement par la Direction en charge de la politique de l'enfance et de la jeunesse et de son service compétent;
- > assurer la promotion de la Session auprès des jeunes, notamment au sein des établissements scolaires et des écoles professionnelles du canton.

A la suite des modifications législatives, le Conseil d'Etat propose que la composition, les attributions et le fonctionnement de la session des jeunes soient précisés par voie d'ordonnance.

Sur la base des indications du bilan financier de la première SFJ⁸, les ressources nécessaires pour couvrir les charges directes de l'organisation sont estimées à 40 000 francs par session. La couverture de ce montant sera examinée dans le cadre de l'élaboration du projet mettant en œuvre la présente motion, en cas de prise en considération par le Grand Conseil. Tout ou partie de ce montant pourrait notamment être assuré par un soutien au bilinguisme de la Session (comme tel a été le cas pour la première édition) et/ou par une contribution du Conseil des jeunes, dont le rôle dans l'organisation des sessions cantonales devra être précisé. Afin de garantir un soutien et un suivi stables de l'organisation de la session, des ressources en termes de personnel à la hauteur de 0,1 EPT seraient en outre nécessaires. Celles-ci seront financées par le biais d'une priorisation de la dotation budgétaire interne du service compétent.

4. Conclusion

Au vu de ce qui précède, le Conseil d'Etat invite le Grand Conseil à accepter la motion.

⁸ Frisbee – Réseau Fribourgeois des organisations de l'enfance et de la jeunesse, [Bilan de la première édition de la session fribourgeoise des jeunes – 26-27.11.22](#), 10.



Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss

Motion 2022-GC-216

Einführung einer kantonalen Jugendsession ins Jugendgesetz

Urheberinnen:	Rodriguez Rose-Marie / Baschung Carole
Anzahl Mitunterzeichner/innen:	31
Einreichung:	14.12.2022
Begründung:	14.12.2022
Überweisung an den Staatsrat:	14.12.2022
Antwort des Staatsrats:	05.02.2024

I. Zusammenfassung der Motion

In ihrer am 14. Dezember 2022 eingereichten und gleichentags begründeten Motion fordern die Grossrätinnen Rose-Marie Rodriguez und Carole Baschung die Einführung einer kantonalen Jugendsession ins Jugendgesetz (JuG; SGF 835.5).

Angesichts des Erfolgs der Veranstaltung und auf Wunsch der Teilnehmenden, Freiwilligen und Organisatoren fordern die Motionärinnen eine Änderung des JUG, so dass:

- > die Verpflichtung des Staatsrats zur Unterstützung einer kantonalen Jugendsession eingeführt wird, die mindestens alle zwei Jahre stattfindet, indem er den Auftrag der Kommission für Kinder- und Jugendfragen, dem Jugendrat oder einer anderen freiburgischen Vereinigung überträgt;
- > die Verpflichtung des Staatsrats eingeführt wird, eine regelmässige jährliche oder zweijährliche finanzielle Unterstützung in den Staatsvoranschlag einzustellen;
- > die Verpflichtung des Staatsrats eingeführt wird, die kantonale Jugendsession bei den Jugendlichen aktiv zu promoten, insbesondere durch eine breite Kommunikation in den verschiedenen Schul- und Berufsbildungseinrichtungen des Kantons.

II. Antwort des Staatsrats

1. Zur Partizipation ermutigen

Die Schaffung und Organisation einer Jugendsession ist eine der Aktionen zur Umsetzung von Ziel 2 der [kantonalen Strategie «I mache mit!»](#), «Zur Partizipation ermutigen»¹. Die politische Bildung und die Valorisierung des Mitspracherechts von Jugendlichen sind Ziele der Strategie, die sich gegenseitig bekräftigen und gemeinsam die Demokratie in unserem Kanton stärken.

¹ Die Einrichtung einer Jugendsession ist Teil der Aktionen des Handlungsbereichs 5 «Recht auf Meinungsäusserung und Anhörung», Interventionsachse 2 «Kantonale Strukturen und Projekte zur Partizipationsförderung entwickeln».

Staatsbürgerliche und politische Partizipation sowie politische Bildung von Jugendlichen ist ein wichtiger, jedoch auch heikler Handlungsbereich, der viele Debatten auslöst. Tatsächlich ist die Beteiligung der 18- bis 25-Jährigen an Abstimmungen und Wahlen generell tiefer als in der übrigen Bevölkerung². Trotzdem stimmt gemäss dem [easyvote-Politikmonitor 2017](#) eine klare Mehrheit der Jugendlichen der Aussage zu, Politik habe einen grossen Nutzen für die Zukunft. Tatsächlich haben die politischen Themen und Herausforderungen der letzten Jahre das politische Engagement in der Parteijugend, in aktiven Online-Gruppen oder auf Plattformen für politische Partizipation angekurbelt. Diese Engagements zeigen, dass es verschiedene Formen der politischen Partizipation gibt, vor allem für Minderjährige.

Auf nationaler Ebene sowie in mehreren Kantonen, darunter insbesondere Waadt, Genf, Wallis und Bern, werden regelmässig Jugendsessionen abgehalten. Jugendparlamente werten das in der Kinderrechtskonvention verankerte Recht auf Partizipation auf und ermöglichen es den Jugendlichen, politische Kompetenzen zu erwerben und demokratische Gepflogenheiten zu entwickeln. Eine aktive Partizipation der Jugendlichen in einer Demokratie verbessert deren Qualität und den Zusammenhalt der Gesellschaft, da Meinungsvertretung, -einbindung und -vielfalt gestärkt werden.

Gemäss JuG ist im Kanton Freiburg der Staat Freiburg dafür verantwortlich, die Massnahmen für die soziale und politische Integration von Kindern und Jugendlichen zu koordinieren³.

2. Organisation und Fazit der ersten Freiburger Jugendsession (FJS)

Die erste FJS fand im November 2022 statt und wurde von Frisbee, dem Freiburger Netzwerk für Kinder- und Jugendorganisationen, koordiniert, in Zusammenarbeit mit dem Jugendrat (JR), dem Dachverband Schweizer Jugendparlamente (DSJ), dem Generalsekretariat der Direktion der Institutionen und der Land- und Forstwirtschaft (ILFD) sowie der Fachstelle für Kinder- und Jugendförderung (FKJF). Mehrere Direktionen des Staates, insbesondere die ILFD sowie die Direktion für Gesundheit und Soziales (GSD), waren an der Veranstaltungsorganisation beteiligt, allen voran durch ihre Vertretung in einer Begleitgruppe des Organisationskomitees von Frisbee⁴. Die Schulen der Sekundarstufe 2 (Gymnasien, Fachmittelschulen und Handelsmittelschulen) warben über die üblichen Kanäle bei ihren Schülerinnen und Schülern für die FJS. Des Weiteren steht die Veranstaltung im Einklang mit der Absicht des neuen Rahmenprogramms von Matu2027, die politische Bildung in der Ausbildung von Studierenden zu stärken.

Als punktuelle Veranstaltung konnte die FJS viele Jugendliche erreichen, allen voran solche, die sich nicht langfristig oder kontinuierlich engagieren möchten. Begleitet von Moderatorinnen und Moderatoren konnten sich die Teilnehmenden über verschiedene Themen informieren, äussern und austauschen. Da die FJS im Rathaus stattfand, konnten sich die Jugendlichen vor Ort mit den Schauplätzen der Freiburger Politik und ihren Prozessen vertraut machen, wie z. B. den Schritten zur Ausarbeitung eines Gesetzes. Dies wiederum förderte die Synergien mit dem Grossen Rat und die Begegnungen mit Politikerinnen und Politikern, besonders weil die angenommenen

² Kuenzi, R., Glatthard J. und Wälterlin, U. (2020). *Les jeunes aux urnes ? Il est temps de changer de perspective !* SWI swissinfo.ch. Abgerufen auf <https://www.swissinfo.ch/fre/politique/les-jeunes-aux-urnes--il-est-temps-de-changer-de-perspective-/46101916>.

³ Artikel 9 JuG.

⁴ Frisbee – Freiburger Netzwerk der Kinder- und Jugendorganisationen, [Bilan de la première édition de la session fribourgeoise des jeunes – 26-27.11.22, 7](#).

Schlussanträge abschliessend dem Grossratspräsidenten sowie weiteren Grossrätinnen und Grossräten vorgelegt werden konnten. Letztendlich hat sich die erste FJS als ein Instrument erwiesen, das dazu beiträgt, die in der Strategie «I mache mit!» verankerten Ziele der politischen Bildung und der Stärkung des Rechts auf Partizipation für die Jugendlichen zu erreichen.

Die Teilnahme an der Veranstaltung war kostenlos und wurde speziell von Frisbee intensiv beworben. Die Rückmeldungen der Moderatorinnen und Moderatoren als auch der Teilnehmenden waren äusserst positiv und widerspiegeln eine echte Begeisterung für diese Erfahrung⁵. Das Organisationskomitee zieht somit eine sehr positive Bilanz der ersten Ausgabe.

Bei den Rückmeldungen wurden mehrere Verbesserungsmöglichkeiten sowie die Frage nach der Periodizität der FJS eingebracht. Die jungen Teilnehmenden sprachen sich für eine jährliche Jugendsession aus, während das Organisationskomitee die organisatorische Herausforderung einer solchen Veranstaltung betonte.

Die Finanzierung wurde durch Beiträge der ILFD, der GSD, einiger Gemeinden des Kantons⁶ sowie der Loterie Romande gewährleistet.

3. Entwicklungsansätze

Der Staatsrat schliesst sich dem Vorschlag der Motionärinnen an, die Unterstützung einer parlamentarischen Jugendsession mit einer Gesetzesänderung dauerhaft zu verankern. In Bezug auf die Organisation der FJS hält es der Staatsrat für relevant, die Expertise von Frisbee zu nutzen, indem das Netzwerk seine Rolle als wirtschaftlicher und administrativer Unterstützer beibehält und die Veranstaltung promotet. Dies wird insbesondere damit begründet, dass man die Art und Philosophie der FJS – entstanden aus der Initiative und dem Engagement von Jugendlichen – respektieren möchte, genauso wie die Absicht des Vereins Frisbee, die Jugendsession weiterhin zu organisieren. Würde die Organisation von den Jugendlichen selbst übernommen, wie bei der ersten Ausgabe, bräuchte es eine administrative Unterstützung durch Fachpersonen des Staates; dies hat auch das Organisationskomitee der ersten Ausgabe bestätigt⁷.

In diesem Sinn und zur Förderung der koordinierten Unterstützung von Initiativen zugunsten der Partizipation und der politischen Bildung von Jugendlichen schlägt der Staatsrat die Einrichtung einer Begleitgruppe vor, die mit der Unterstützung und Organisation der FJS beauftragt wird. Die GSD soll die Leitung der Begleitgruppe übernehmen, in der unter anderem die ILFD, die BKAD, die VWBD, die Staatskanzlei und das Sekretariat des Grossen Rates vertreten sein werden.

Für die Umsetzung einer regelmässigen Jugendsession werden weitere Massnahmen erforderlich sein, so dass der gleichberechtigte Zugang, die Teilnahme und die Repräsentativität der jungen Freiburgerinnen und Freiburger gewährleistet sind. Der Staatsrat ist der Ansicht, dass diese

⁵ Im Anschluss an die FJS nahmen die Teilnehmenden an einer Zufriedenheitsumfrage teil; die Moderatorinnen und Moderatoren gaben dem Organisationskomitee eine mündliche Rückmeldung. Die detaillierten Rückmeldungen sind im Dokument [Bilan de la première édition de la session fribourgeoise des jeunes - 26-27.11.22](#), 5 von Frisbee – Freiburger Netzwerk der Kinder- und Jugendorganisationen festgehalten.

⁶ Im Dokument [Bilan de la première édition de la session fribourgeoise des jeunes - 26-27.11.22](#), 10 präzisiert Frisbee – Freiburger Netzwerk der Kinder- und Jugendorganisationen die folgenden Gemeinden: Belfaux, Corbieres, Ferpicloz, Freiburg, Gibloux, Kerzers, Pierrafortscha, Sivriviez, St-Aubin, Tafers, Ueberstorf, Ulmiz, Val-de-Charmey, Wünnwil-Flamatt.

⁷ Frisbee – Freiburger Netzwerk der Kinder- und Jugendorganisationen, [Bilan de la première édition de la session fribourgeoise des jeunes – 26-27.11.22](#), 7.

Veranstaltung eine bedeutende Anzahl von Jugendlichen aus dem Kanton erreichen muss (z. B. 100 nach dem Vorbild des Freiburger Parlaments). Dafür spielen Kommunikation und Sichtbarkeit wesentliche Rollen; eine breite, staatlich geförderte Kampagne in Schulen, Jugendzentren oder auch ausserschulischen Vereinen ist nötig, damit junge Menschen aus allen Bereichen erreicht werden können.

Deshalb schlägt der Staatsrat vor, das JuG zu ändern, so dass:

- > eine alle zwei Jahre durchgeführte, kantonale parlamentarische Jugendsession unterstützt wird;
- > eine Begleitgruppe für die Jugendsession eingerichtet wird, die von der Kinder- und Jugendbeauftragten und ihren Mitarbeitenden im Jugendamt (JA) koordiniert wird;
- > präzisiert wird, dass die kantonale Jugendsession administrativ von der für die Kinder- und Jugendpolitik zuständigen Direktion und ihrer zuständigen Dienststelle getragen wird;
- > die Session bei den Jugendlichen promotet wird, insbesondere in den Schulen und Berufsschulen des Kantons.

Im Anschluss an die Gesetzesänderungen schlägt der Staatsrat vor, die Zusammensetzung, die Befugnisse und die Funktionsweise der Jugendsession auf dem Verordnungsweg zu präzisieren.

Basierend auf dem Fazit der ersten Jugendsession⁸ werden die notwendigen Ressourcen zur Deckung der direkten Organisationskosten der FJS auf 40 000 Franken pro Session geschätzt. Die Deckung dieses Betrags wird im Rahmen der Entwurfserarbeitung zur Umsetzung der vorliegenden Motion geprüft, vorbehaltlich der Erheblicherklärung des Grossen Rates. Der Gesamtbetrag oder ein Teilbetrag könnte insbesondere durch eine Unterstützung der Zweisprachigkeit der Session (wie bei der ersten Ausgabe) und/oder durch einen Beitrag des Jugendrats, dessen Rolle bei der Organisation der kantonalen Sessions geklärt werden muss, sichergestellt werden. Zur Gewährleistung einer soliden Unterstützung und Begleitung der Sessionsorganisation wären zusätzliche personelle Ressourcen in Höhe von 0,1 VZÄ erforderlich. Diese werden durch eine Priorisierung der internen Budgetdotations der zuständigen Dienststelle finanziert.

4. Schlussfolgerung

Aus den dargelegten Gründen schlägt der Staatsrat dem Grossen Rat die Annahme der Motion vor.

⁸ Frisbee – Freiburger Netzwerk der Kinder- und Jugendorganisationen, [Bilan de la première édition de la session fribourgeoise des jeunes – 26-27.11.22](#), 10.